

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 592

30 mars 2011

SOMMAIRE

Aarbecht s.à r.l.	28371	Holstein Retail S.A.	28404
Anamer.Com S.A.	28372	Holzhausbau Becker S.à.r.l.	28375
Andalea S. à r.l.	28370	Humser International Service S.C.	28405
Arabco A.G.	28373	Hutton Collins Luxembourg S.à.r.l.	28405
Arco Iris Distribution S.A.	28373	Ideal Standard International Topco	28405
Arg Real Estate 3 S.à r.l.	28371	Incentre	28406
Arg Real Estate 4 S.à r.l.	28372	Issy les Moulineaux S.à r.l.	28406
Arg Real Estate 5 S. à r.l.	28372	Jabil Circuit Luxembourg II S.à r.l.	28406
Arg Real Estate 6 S. à r.l.	28372	Jabil Circuit Luxembourg S.à r.l.	28406
Arg Real Estate 7 S. à r.l.	28373	JPB 40 S.à.r.l.	28407
Arg Real Estate 8 S. à r.l.	28373	Jutland Retail	28407
Audley Estates	28374	Linamar Financial Sàrl	28408
Auto Logistic Transport	28374	LONDON GROUP Expansion One S.A.	28407
Axa World Funds	28374	LPSS - Global Property Securities S.à r.l.	28408
Barnley Properties S.A.	28375	LPSS - Global Property Securities S.à r.l.	28408
Becker Holzhausbau, S.à.r.l.	28375	Marni Finance S.A.	28416
Blue Immo S.A.	28375	Marni Finance S.A.	28416
BWS S.A.	28375	Middenberm Group Holding Luxembourg S.A.	28415
Crystal Amaranth S.à r.l.	28376	M&S Coiffure s. à r.l.	28415
DETEL Kommunikationsgesellschaft GmbH	28405	Munich x 3	28415
Dominus Consulting S.A.	28401	Old Tower S.A.	28407
EnergyCare S.A.	28401	Paramina Sàrl	28416
Eurocorp Hotels S.A.	28402	Sycamore Capital S.à r.l.	28408
Fantasy-Decor S.A.	28402	Tricel S.A.	28416
Finnigan Sàrl	28402	Ulysses Holding Co. S.A.	28416
Finnigan Sàrl	28402	Valpi S.A.	28371
Fleet Holdings S.à r.l.	28376	Verana Development S.A.	28370
Forcible S.A.	28403	Vitalia Investments S.à r.l.	28403
Frodon S.A.	28403	Whitesorg S.à r.l.	28371
G.T.L. S.A.	28403		
Hamburg Altona	28404		
Hamburg Harburg	28404		
Hamburg Lurup	28404		
Harpes & Francart, Joailliers-Artisans-Créateurs, S.à r.l.	28404		

Andalea S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 94.930.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ANDALEA S. à r.l.

Société à responsabilité limitée

SOFINEX S.A.

Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2011023324/15.

(110027915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Verana Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 146.074.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue de manière Extraordinaire au siège social de Lux Global Trust Services S.A. le 31 janvier 2011

L'Assemblée Générale décide de transférer le siège social au 42-44, avenue de la Gare L-1610 Luxembourg.

L'Assemblée Générale décide de révoquer, avec effet immédiat, les administrateurs suivants:

- Madame Catherine PEUTEMAN, administrateur, née le 1^{er} décembre 1967 à Messancy (Belgique), domiciliée professionnellement au 19, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.
- Monsieur Jean LAMBERT, maître en économie, né le 02 mai 1952 à Luxembourg domicilié professionnellement au 19, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.
- Monsieur Patrice YANDE, administrateur, né le 30 juin 1969 à Saint-Mard (Belgique) domicilié professionnellement au 19, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.
- Madame Claudia HERBER, employée privée, née le 06 août 1965 à Irmenach (Allemagne), domiciliée professionnellement au 19, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

L'Assemblée Générale décide de nommer quatre nouveaux administrateurs, à savoir:

- Monsieur Claude ZIMMER, administrateur, né le 18 juillet 1956 à Luxembourg (Luxembourg), domicilié professionnellement au 42-44, avenue de la Gare L-1610 à Luxembourg
- Maître Marc THEISEN, administrateur, né le 05 novembre 1954 à Luxembourg (Luxembourg), domicilié professionnellement au 42-44, avenue de la Gare L-1610 à Luxembourg
- Monsieur Daniel CAPP, administrateur, né le 18 mars 1969 à Quimper (France), domicilié professionnellement au 42-44, avenue de la Gare L-1610 à Luxembourg
- Monsieur Xavier GENOUD, administrateur, né le 03 mai 1977 à Besançon (France), domicilié professionnellement au 42-44, avenue de la Gare L-1610 Luxembourg

Leurs mandats d'administrateur expireront lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2017.

L'Assemblée Générale décide de révoquer, avec effet immédiat, le commissaire aux comptes EXAUDIT S.A., avec siège social sis au 19, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 124.982.

L'Assemblée Générale décide de nommer, en qualité de commissaire aux comptes, la société à responsabilité limitée ZIMMER & PARTNERS Sarl avec siège social sis au 3-7 rue Schiller L-2519 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 151.507.

Son mandat expirera lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2017.

Extrait sincère et conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2011023233/38.

(110027445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Valpi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 100.947.

—
Extrait du conseil d administration du 01/02/11

1. CHANGEMENT DE L'ADRESSE DU SIEGE SOCIAL

Le siège social de la société est transféré du 48 Boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1330 Luxembourg au 23, rue Jean Jaurès L-1836 Luxembourg et ce à compter du 1^{er} février 2011.

2. DIVERS

Le conseil d'administration prend note du changement d'adresse des administrateurs suivants, à savoir:

- Me Michaël Dandois, 23 rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg
- Me Antoine Meynial, 23 rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg
- M. Stéphane Warnier, 23 rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2011023230/18.

(110027460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Arg Real Estate 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 124.701.

—
Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 février 2011.

Arg Real Estate 3 S.à r.l.

Gérald Weltaert

Gérant B

Référence de publication: 2011023315/14.

(110027515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Whitesorg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 106.921.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011023242/10.

(110027951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Aarbecht s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4961 Clemency, 2A, rue des Jardins.

R.C.S. Luxembourg B 146.973.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alex WEBER

Notaire

Référence de publication: 2011023321/11.

(110027529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Arg Real Estate 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 124.702.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 février 2011.

Arg Real Estate 4 S.à r.l.

Gérald Welvaert

Gérant B

Référence de publication: 2011023316/14.

(110027512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Arg Real Estate 5 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 124.703.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 février 2011.

Arg Real Estate 5 S.à r.l.

Gérald Welvaert

Gérant B

Référence de publication: 2011023317/14.

(110027510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Arg Real Estate 6 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 125.525.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 février 2011.

Arg Real Estate 6 S.à r.l.

Gérald Welvaert

Gérant B

Référence de publication: 2011023318/14.

(110027506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Anamer.Com S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 83.435.

La société AD CORPORATE SERVICES S.A.R.L. dénonce le siège social mis à disposition au 62, Route de Luxembourg à L - 4760 PETANGE de ANAMER.COM S.A. avec effet immédiat.

Pétange, le 1^{er} janvier 2011.

Signature

LE DOMICILIATAIRE

Référence de publication: 2011023323/11.

(110027518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Arg Real Estate 7 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 125.518.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 février 2011.

Arg Real Estate 7 S.à r.l.

Gérald Welvaert

Gérant B

Référence de publication: 2011023319/14.

(110027495) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Arg Real Estate 8 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 125.524.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 février 2011.

Arg Real Estate 8 S.à r.l.

Gérald Welvaert

Gérant B

Référence de publication: 2011023320/14.

(110027479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Arabco A.G., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 20.250.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

«Par jugement du 10 février 2011, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- La société ARABCO AG inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 20.250

Le même jugement a nommé juge commissaire Jean Paul MEYERS, juge au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg et liquidateur, Maître Lionel GUETH-WOLF, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire leurs déclarations de créances au greffe de la sixième chambre du tribunal de commerce avant le 4 mars 2011.

Pour extrait conforme

Lionel GUETH-WOLF

Le liquidateur

Référence de publication: 2011023326/17.

(110027679) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Arco Iris Distribution S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 112.031.

La société AD CORPORATE SERVICES S.A.R.L. dénonce le contrat de domiciliation du 26 janvier 2006 et le siège social mis à disposition au 165 A, Route de Longwy à L - 4751 PETANGE de ARCO IRIS DISTRIBUTION S.A. avec effet immédiat.

Pétange, le 1^{er} février 2011.

Signature

LE DOMICILIATAIRE

Référence de publication: 2011023327/13.

(110027483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Audley Estates, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 257, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 118.005.

Les comptes consolidés au 30 septembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA

L-2530 LUXEMBOURG

4, RUE HENRI SCHNADT

Signature

Référence de publication: 2011023328/14.

(110027643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Auto Logistic Transport, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5634 Mondorf-les-Bains, 1, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 73.983.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EURO-SUISSE AUDIT (Luxembourg)

Signature

Référence de publication: 2011023329/11.

(110027502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Axa World Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 63.116.

Faisant suite à une résolution circulaire du conseil d'administration en date du 27 janvier 2011, est nommé délégué à la gestion journalière pour une période indéterminée:

Monsieur Steve Gohier

21 boulevard Grande Duchesse Charlotte

L-1331 Luxembourg

Grand Duché du Luxembourg.

En remplacement de:

Monsieur Guy Dauger de Caulaincourt

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 février 2011.

Signature

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2011023330/19.

(110027764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Barnley Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 110.330.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société qui s'est tenue en date du 14 janvier 2011 que:

- ont été nommés aux fonctions d'administrateur, en remplacement de Monsieur TRIBOULOT Thierry, de Monsieur BÜLMANN Christian et de Monsieur TASKIRAN Alexandre:

* Monsieur Hervé PONCIN, juriste, demeurant à L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim;

* Maître Charles DURO, avocat, demeurant à L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle;

* Maître Marianne GOEBEL, avocat, demeurant à L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.

Les mandats d'administrateur prendront fin lors de l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires de la société qui se tiendra en 2017.

- a été nommée aux fonctions de commissaire aux comptes la Fiduciaire Grand-Ducale S.A., L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim, en remplacement de TRUSTCONSULT LUXEMBOURG S.A.. Son mandat de commissaire aux comptes prendra fin lors de l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires de la société qui se tiendra en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011023332/24.

(110027580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

**Becker Holzhausbau, S.à.r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Holzhausbau Becker S.à.r.l.).**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 40, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 114.562.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Karine REUTER

Notaire

Référence de publication: 2011023333/12.

(110027493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Blue Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 18-20, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 107.749.

Le Bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15/02/11.

Signature.

Référence de publication: 2011023334/10.

(110028014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

BWS S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 135.758.

Le 8 février 2011 la société FIDUCENTER S.A., société anonyme avec siège social à Luxembourg, 18, rue de l'Eau, a mis fin de plein droit au contrat de domiciliation avec ladite société BWS S.A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCENTER S.A.

Marc Koeune / Michael Zianveni

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011023335/12.

(110027540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Crystal Amaranth S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.012.500,00.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 1, rue des Foyers.

R.C.S. Luxembourg B 155.252.

Transfert de parts

Il résulte d'un contrat de transfert de parts signé en date du 29 octobre 2010 que Treofan Germany GmbH & Co (Allemagne), immatriculée HRA 9396 au Registre de Commerce de Saarbrücken avec siège social Bergstrasse à D- 66539 Neunkirchen a transféré toutes les 2.000.000 de parts sociales qu'elle détenait dans la société à

Gikan Holding Limited, une "Limited Liability Company" constituée et régie selon les lois de la République de Chypre, ayant son siège social au 70, Gladstonos Street à PC 3041 Limassol, inscrite au «Trade and Company Register in Nicosia» sous le numéro HR 211174.

Les parts de la société sont désormais réparties comme suit:

Gikan Holding Limited: 2.012.500 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 4 janvier 2010.

Crystal Amaranth S.à r.l.

Gabriel CATANIA

Référence de publication: 2011023336/21.

(110027786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Fleet Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 26.403.509,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 148.815.

In the year two thousand and eleven, on the fourth of March,
Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg,

THERE APPEARED:

- Fleet Uno S.à r.l. ("Fleet Uno"), a company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with its registered office at L-1882 Luxembourg, 5 rue Guillaume Kroll, registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under number B 151.452, having a share capital of EUR 33,280,923.-and represented by Evelyn Maher, by virtue of a proxy given on March 4, 2011.

- ACCESSION MEZZANINE CAPITAL II L.P. ("Mezzanine"), a partnership organized and existing under the laws of Bermuda, with its registered office at Century House, 16 Par la Ville Road, Hamilton, Bermuda, registered in the Registrar of Companies under registration number 39517, also registered in the Companies House of the United Kingdom under registration number LP011822 represented by Evelyn Maher, by virtue of a proxy given on March 2, 2011.

- QIC Private Capital Pty Ltd as trustee for QIC Private Equity Fund No.3 ("QIC" and together with Fleet Uno and Mezzanine, the "Shareholders"), an Australian Unit Trust declared under the laws of Queensland, with its trustee being a corporation incorporated in Queensland, with its registered office at Level 5, Central Plaza Two, 66 Eagle Street, Brisbane, Queensland, Australia, entered in the commercial register of Queensland under the no. I 076 279 528 represented by Evelyn Maher, by virtue of a proxy given on March 4, 2011.

The aforementioned proxies, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the shareholders and the undersigned notary shall stay affixed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as said above, have requested the notary to state that:

The appearing parties are the only shareholders of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under the name of "Fleet Holdings S.à r.l." (the "Company"), registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under number B 148.815, with its registered office in Luxembourg.

The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg, on 19th October 2009, published in the Mémorial C number 2202 of 11th November 2009. The articles of association

of the Company have been amended on 25th of March 2010 by deed of Maître Henri Hellinckx, notary, published in the Mémorial C number 1159 of 3rd June 2010.

The Company's capital is set at EUR 26,403,509 (twenty-six million four hundred and three thousand five hundred and nine euro), represented by 8,801,172 (eight million eight hundred and one thousand one hundred and seventy two) class A shares, 8,801,172 (eight million eight hundred and one thousand one hundred and seventy two) class B shares and 8,801,165 (eight million eight hundred and one thousand one hundred and sixty five) class C shares of one euro (EUR 1) each, all entirely subscribed and fully paid up.

The board of managers (the "Board") has prepared a report dated March 1, 2011 in accordance with article 32-3(5) of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, setting out in detail the reasons for authorizing the Board, for a period of five (5) years, to increase the capital of the Company up to the amount of the authorized capital by the issue of new shares without reserving any pre-emptive subscription rights to the existing shareholders (the "Board Report") which report signed "ne varietur" by the appearing parties and the undersigned notary shall stay affixed to the present deed.

The appearing parties have declared that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting and waive all the convening requirements and formalities, whereupon they declare the meeting to be duly constituted and able to validly deliberate upon the items on the agenda and have requested the notary to act towards the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolve to transform the Company into a public limited liability company (société anonyme) with effect from this day. This transformation does not have as a consequence the creation of a new legal personality. It is the same corporation that will continue to exist under the same legal personality but in another form, between the holders of the shares hereafter created in replacement of the shares of the société à responsabilité limitée actually transformed and all of those who will become shareholders afterwards.

Second resolution

The Shareholders further resolve to change the object of the Company to read as follows:

"The object of the Company is the acquisition of participations in any form whatsoever, by purchase, exchange or otherwise in any commercial, industrial, financial or other undertakings and companies either Luxembourg or foreign, as well as the management, control, and development of these participations. The Company may also carry out the transfer of these participations by means of sale, exchange or otherwise.

The Company may also acquire and develop all patents, trademarks and other intellectual and immaterial rights as well as any other rights connected to them or which may complete them.

The Company can borrow in any form and in particular by way of bond issue, convertible or not, bank loan or shareholder's loan, and grant to other companies in which it has direct or indirect participating interests, any support, loans, advances or guarantees.

The Company may have an interest in any securities, cash deposits, treasury certificates, and any other form of investment, in particular shares, bonds, options or warrants, to acquire them by way of purchase, subscription or by any other manner, to sell or exchange them.

It may carry out any industrial, commercial, financial, movable or real estate property transactions which are directly or indirectly in connection, in whole or in part, with its corporate object.

It may carry out its object directly or indirectly on its behalf or on behalf of third parties, alone or in association by carrying out all operations which may favour the aforementioned object or the object of the companies in which the Company holds interests.

Generally, the Company may take any controlling or supervisory measures and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment of its object; it may also accept any mandate as director in any other company, Luxembourg or foreign, remunerated or not."

Third resolution

The Shareholders decide to amend the par value of the shares from one euro (EUR 1.-) each to two and 20/100 euro (EUR 2.20) each.

Fourth resolution

The Shareholders decide to introduce an authorized share capital (including the subscribed share capital) of the Company in an amount of thirty six million four hundred and three thousand four hundred and ninety nine euro (EUR 36,403,499) represented by sixteen million five hundred and forty seven thousand and forty five (16,547,045) shares with a par value of two and 20/100 euro (EUR 2.20) each and authorize the Board to increase the subscribed capital of the Company in whole or in part from time to time, through the issue of shares within the limits of the authorized capital without reserving any pre-emptive subscription rights to the existing Shareholders of the Company provided by article

32-3(5) of the Luxembourg law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended and in accordance with article 5.4 of the articles of association of the Company.

Fifth resolution

As a consequence of the transformation and the foregoing resolutions, the Shareholders resolve the drawing-up of new articles of association to read as follows:

"Definitions

Affiliate means (i) a company, corporation or fund which is controlled directly or indirectly, by a Shareholder, or a company, corporation or fund more than half of the issued share capital or investment certificates of which are beneficially owned, directly or indirectly, by a Shareholder (hereafter jointly referred to as the Subsidiaries or individually as a Subsidiary); (ii) a company, corporation or fund which is a Subsidiary of another Subsidiary of a Shareholder; (iii) a company or corporation in respect of which a Shareholder is a Subsidiary; (iv) where the Shareholder is a trust, a trust managed or controlled by a person who is the manager or controller of the Shareholder's trust, or by an affiliate of the person who is the manager or controller of the Shareholder's trust;

Annual General Meeting means the annual general meeting of Shareholders of the Company;

Articles of Association means the articles of association of the Company, as amended from time to time;

Board means the board of directors of the Company; appointed from time to time in accordance with Article 7, and Director shall be construed accordingly;

Bonds means the secured B series bonds in the total nominal value of up to two hundred and fifty million Polish Zloty (PLN 250,000,000) issued by PCM on March 29, 2010;

Business Day means a day (other than a Saturday or Sunday) on which banks are generally open in Poland and the Grand Duchy of Luxembourg for normal business;

Certificate shall have the meaning set out in Article 19.4 of the Articles of Association;

Chairman means the chairman of the Board;

Chief Executive Officer means the person, who does not need to be a member of the Board, who was appointed as chief executive officer in accordance with Article 11.2 of these Articles of Association;

Commission Recommendation means the European Commission recommendation of February 15, 2005 on the role of non-executive or supervisory directors of listed companies and on the committees of the (supervisory) board;

Company means Fleet Holdings S.A.;

Company Law means the Luxembourg law dated August 10, 1915 on commercial companies, as amended;

Control means in relation to a given entity the right to control or cast a majority of the voting rights exercisable at a general shareholders meeting (or its equivalent) of the entity concerned, the right to appoint or remove directors having a majority of the voting rights exercisable at a meeting of the board of directors (or its equivalent) of such entity, the possession directly or indirectly of the ability or power to direct or procure the direction of the management and policies of such entity, whether through the ownership of shares, by contract or otherwise or, in relation to an entity being a fund, the power (whether by way of constitutional documents of such fund or other arrangements) to manage such fund;

Depository and Depositaries shall have the meaning set out in Article 6.5 of these Articles of Association;

Director means a director of the Company appointed by the General Meeting or otherwise in accordance with Article 7 of these Articles of Association;

Financial Indebtedness means any indebtedness for or in respect of any of the matters listed under Article 19.11 (I) of these Articles of Association;

General Meeting means the general meeting of the Shareholders of the Company;

Group means the group of companies with a holding structure consisting of the Company, as holding entity and any undertaking in respect of which the Company is obliged to draw up consolidated accounts pursuant to the EU Directive 83/349/EEC;

Independent Director means an independent director within the meaning of Annex II of the Commission Recommendation, appointed by the General Meeting provided that neither (i) employees of the Company or a subsidiary of the Company or an entity over which the Company exerts material influence nor (ii) anybody who has an actual and significant relationship with a Shareholder who has the right to exercise at least five (5) per cent. of all votes at a General Meeting, can be considered as independent director;

Mémorial means the Mémorial Recueil des Associations, the Luxembourg official gazette;

Non-Executive Directors means any member of the Board who are not Senior Officers or employees of the Company or the Group;

Operating Companies mean a company of which the Company is a shareholder or over which the Company acquires control whether by incorporation or otherwise;

Prime Car Management Spolka Akcyjna or PCM means the company governed by the laws of Poland, with its registered office in Gdansk, address: ul. Polanki 4, 80-308 Gdansk, registered in the register of entrepreneurs held by the District Court for Gdansk-Polnoc in Gdansk, VII Commercial Division of the National Court Register under number KRS 13870;

Record Date means midnight (24.00h) on the date falling five (5) days prior to the date of the General Meeting;

Related Party has the meaning as defined in the Commission Regulation (EU) No 632/2010 of July 19, 2010 amending Regulation (EC) No 1126/2008 adopting certain international accounting standards in accordance with Regulation (EC) No 1606/2002 of the European Parliament and of the Council as regards International Accounting Standard (IAS) 24 and International Financial Reporting Standard (IFRS) 8;

Secretary means the secretary to the Board appointed in accordance with Article 8.1 of the Articles of Association;

Senior Officers means the officers of the Company appointed by the Board in accordance with Article 11.3 of the Articles of Association;

Shareholders means the holders of Shares;

Shares means, all issued and outstanding shares in the share capital of the Company having a par value of two and 20/100 Euro (EUR 2.20).

Name - Registered office - Duration - Object

Art. 1. Name. There is hereby formed among the subscribers, and all other persons who shall become owners of the Shares, a public limited liability company (société anonyme) under the name of Fleet Holdings S.A. (the "Company").

Art. 2. Registered Office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg City. It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the General Meeting, deliberating in the manner provided for amendments to the Articles of Association. It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg City by a resolution of the Board.

2.2 The Board shall further have the right to set up offices, administrative centres and agencies wherever it shall deem fit, either within or outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

2.3 If extraordinary events of a political, economic or social nature, likely to impair the normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries, shall occur or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until such time as circumstances have completely returned to normal. Such a transfer will have no effect on the nationality of the Company, which shall remain a Luxembourg company. The declaration of the provisional transfer abroad of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the officer of the Company best placed to do so in the circumstances.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 4. Corporate Objects.

4.1 The object of the Company is the acquisition of participations in any form whatsoever, by purchase, exchange or otherwise in any commercial, industrial, financial or other undertakings and companies either Luxembourg or foreign, as well as the management, control, and development of these participations. The Company may also carry out the transfer of these participations by means of sale, exchange or otherwise.

4.2 The Company may also acquire and develop all patents, trademarks and other intellectual and immaterial rights as well as any other rights connected to them or which may complete them.

4.3 The Company can borrow in any form and in particular by way of bond issue, convertible or not, bank loan or shareholder's loan, and grant to other companies in which it has direct or indirect participating interests, any support, loans, advances or guarantees.

4.4 The Company may have an interest in any securities, cash deposits, treasury certificates, and any other form of investment, in particular shares, bonds, options or warrants, to acquire them by way of purchase, subscription or by any other manner, to sell or exchange them.

4.5 It may carry out any industrial, commercial, financial, movable or real estate property transactions which are directly or indirectly in connection, in whole or in part, with its corporate object.

4.6 It may carry out its object directly or indirectly on its behalf or on behalf of third parties, alone or in association by carrying out all operations which may favour the aforementioned object or the object of the companies in which the Company holds interests.

4.7 Generally, the Company may take any controlling or supervisory measures and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment of its object; it may also accept any mandate as director in any other company, Luxembourg or foreign, remunerated or not.

Share Capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The subscribed capital of the Company is set at twenty six million four hundred and three thousand five hundred and nine Euro (EUR 26,403,509) represented by twelve million one thousand five hundred and ninety five (12,001,595) Shares having a par value of two and 20/100 Euro (EUR 2.20) each.

5.2 The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by a decision of the General Meeting voting with the same quorum and majority as for an amendment of the Articles of Association.

5.3 The authorised capital of the Company (including the subscribed capital) is fixed at thirty six million four hundred and three thousand four hundred and ninety nine Euro (EUR 36,403,499) represented by sixteen million five hundred and forty seven thousand and forty five (16,547,045) Shares with a par value of two and 20/100 Euro (EUR 2.20) each. The authorised capital may be increased or reduced by a decision of the General Meeting, voting with the same quorum and majority as for an amendment of the Articles of Association.

5.4 The Board at a meeting at which all Directors are present or represented and at which all vote unanimously is authorised, during a period of five (5) years from the date of publication of the resolutions approving the authorised capital, without prejudice to any renewals, to increase the subscribed capital in whole or in part from time to time, through the issue of Shares within the limits of the authorised capital. In connection with such increases of capital, the Shares shall be issued for compensation in cash or, subject to applicable provisions of the law, in kind, at a price or, if Shares are issued by way of incorporation of reserves, at an amount, which shall not be less than the par value and in the event the market value is greater than the par value shall not be less than the market value of the Shares.

Such increase may be subscribed for and issued in the form of Shares with or without an issue premium, as the Board shall determine.

The Board voting in the same manner as in the first paragraph of this Article 5.4 is authorised to limit or cancel the pre-emptive subscription rights of existing Shareholders in such event.

The Board voting in the same manner as in the first paragraph of this Article 5.4 may delegate to any duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and receiving direct payment in cash or in kind on behalf of the Company of the price of the Shares being whole or part of such increase of capital.

Whenever the Board has effected a complete or partial increase in capital as authorised by the foregoing provisions, Article 5.1 of the Articles of Association shall be amended so as to reflect that increase.

Art. 6. Shares.

6.1 The Shares of the Company shall be in registered form or bearer form at the option of the holder(s).

6.2 A register of Shares will be kept at the registered office, where it will be available for inspection by any Shareholder. Ownership of Shares in registered form will be established by inscription in the said register.

6.3 Certificates of these inscriptions will be taken from a counterfoil register and signed by the Chairman of the Board and one (1) other Director or in case no chairman has been appointed, by the signature of any two (2) Directors.

6.4 The holder of Shares in bearer form shall be considered the owner thereof.

6.5 Shares may be held on behalf of one (1) or more persons in a system for the settlement of securities transactions or the operator of such a system or in the name of a professional depositary of securities or any other depositary or other entity operating securities accounts on which Shares are registered (such systems, professionals, other depositaries or other entities being referred to hereinafter as Depositaries or individually as a Depositary) or of a sub-depositary designated by one (1) or more Depositaries. In such case, the Company, subject to its having received from the Depositary with whom these Shares are kept in account, a Certificate, will permit those persons to exercise the rights attaching to those Shares including admission to and voting at General Meetings. The Board may determine the formal requirements with which such certificates must comply. Notwithstanding the foregoing, the Company will make payments, by way of dividends or otherwise, in cash, Shares or other assets only into the hands of the Depositary or sub-depositary in accordance with their instructions and that payment shall release the Company.

6.6 Without prejudice to the modalities for the transfer of fungible shares in the case provided for in Article 6.5 of these Articles of Association, the transfer of registered Shares shall be made by a written declaration of transfer inscribed in the register of Shareholders and dated and signed by the transferor and the transferee, or by their agents provided that they can prove that they have the necessary powers.

Unless Luxembourg law provides otherwise, no entry shall be made in the register of Shareholders and no notice of a transfer shall be recognised by the Company during the period starting on the Record Date and ending at the close of the relevant General Meeting unless the Company fixes a shorter period.

6.7 The Company will recognise only one (1) holder per Share. In case a Share is held by more than one (1) person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that Share until one (1) person has been appointed as sole owner in relation to the Company. The same rule shall apply in the case of conflict between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-proprétaire) or between a pledgor and a pledgee.

6.8 Unpaid amounts, if any, on issued and outstanding Shares may be called at any time at the discretion of the Board, provided however that calls shall be made on all the Shares in the same proportion and at the same time. Any sum, the payment of which is in arrears, automatically attracts interest in favour of the Company at the rate of ten (10) per cent per. year calculated from the date when payment was due.

6.9 The Company may redeem its own Shares within the limits set forth by the Company Law.

Management - Supervision

Art. 7. Appointment and Dismissal of Directors.

7.1 The Company shall be managed by a Board composed of at least five (5) members. All of the Directors will be Non-Executive Directors, and at least two (2) will be Independent Directors.

Members of the Board are appointed for a period not exceeding six (6) years by the General Meeting which may at any time remove them without cause.

The Shareholders shall determine the number and remuneration of the Directors and the term of their office.

7.2 In the event of vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may appoint, by a majority vote, a Director to fill such vacancy until the next General Meeting.

Art. 8. Meetings of the Board.

8.1 The Board shall choose (i) from amongst the Directors a Chairman, (ii) one (1) or more vice-chairmen and (iii) a Secretary who need not be a member of the Board.

8.2 The Board shall meet upon call by the Chairman or any vice-chairman or any two (2) Directors, at the place indicated in the notice of meeting which shall, in principle, be in the Grand Duchy of Luxembourg.

8.3 Written notice of any meeting of the Board shall be given to all Directors at least five (5) days in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board.

8.4 No such written notice is required if all the Directors are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, cable, telegram or telex, of each Director. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the Board.

8.5 Any Director may act at any meeting of the Board by appointing, in writing whether in original, by telefax, cable, telegram or telex, another Director as his or her proxy provided that a Director may not represent more than one (1) other Director.

8.6 Any Director who participates in the proceedings of a meeting of the Board by means of a communication device (including telephone or video conference) which allows such Director to be identified and all Directors present at such meeting (whether in person or by proxy, or by means of such communication device) to hear or to be heard by all of the other members at any time shall be deemed to be present in person at such meeting and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote in matters considered at such meeting. A meeting held in such manner shall be deemed to be held at the registered office of the Company.

Directors who participate in the proceedings of a meeting of the Board by means of such communication device shall ratify their votes so cast by signing one (1) copy of the minutes of the meeting.

8.7 Subject to Articles 8.8 and 8.9 below, the Board can deliberate and/or act validly only if at least the majority of the Directors is present or represented at a meeting of the Board. Subject to Articles 8.8 and 8.9 below, decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. In the event that at any meeting the number of votes for and against a resolution are equal, the Chairman of the meeting shall have a casting vote.

8.8 Resolutions of the Board relating to:

- (i) a proposal to the General Meeting regarding the appointment of an auditor;
 - (ii) transactions between the Company and Directors, significant Shareholders, Shareholders with Board representation, Related Parties or other persons related thereto;
 - (iii) approval of a capital expenditure plan exceeding fifteen (15) per cent. of the yearly consolidated turnover of the Group;
 - (iv) acquisition or sale of shares in Subsidiaries;
 - (v) approval of indebtedness and financial liabilities, establishing mortgages/liens outside the approved annual budget exceeding (i) one hundred thousand Euro (EUR 100,000) if within the ordinary course of business or (ii) twenty thousand Euro (EUR 20,000) if outside the ordinary course of business;
 - (vi) entry into or termination of any joint ventures or acting as partner in limited or general partnerships;
 - (vii) proposals to the General Meeting or decisions to convene the General Meeting in matters relating to liquidation, merger, dissolution, winding-up, capital decrease, share redemption, dividend distribution, and changes to the Articles of Association;
 - (viii) approval of new budget for the next fiscal year as well as any amendments to it made during the fiscal year;
 - (ix) granting credits or loans or other debts, providing guarantees or sureties of performance of duties and contracting any other off balance sheet liabilities, other than with or to Group subsidiaries,
- require the approval of a majority of eighty (80) per cent. of the votes of the Directors present or represented.

8.9 Until all the Bonds are redeemed resolutions of the Board relating to:

(i) any increase in the subscribed share capital within the limits of the authorised share capital in accordance with Article 5.4 of the Articles of Association and any decision to limit or cancel the pre-emptive subscription rights of existing Shareholders in accordance with Article 5.4 of the Articles of Association;

(ii) any vote of the Company on any of the matters listed under items (iii) to (xxvii) here below in relation to the Operating Companies;

(iii) any amendment of the articles of association of any of the Operating Companies;

(iv) any amendment to any shareholders and/or investment agreement concluded by the Company;

(v) determination of remuneration of the management board and the supervisory board of the Operating Companies or any fees in relation to any management or advisory services exceeding the equivalent of one hundred thousand Euro (EUR 100,000) in any currency;

(vi) appointment of auditors to audit the financial statements of the Company or the Operating Companies;

(vii) adopting any new accounting policies or amending the existing accounting policies of the Company or any of the Operating Companies;

(viii) introducing or amending any Share option, or employee Share purchase programme;

(ix) increase or decrease in the share capital of the Company or any of the Operating Companies otherwise than in accordance with Article 5.4 of these Articles of Association;

(x) any changes in the rights attached to the shares or other securities issued by the Company or any of the Operating Companies;

(xi) issue and allotment of new Shares in the Company or other instruments allowing to acquire or subscribe for Shares in the Company (such as warrants or options) other than increases of the share capital within the limits of the authorised capital in accordance with Article 5.4 of these Articles of Association;

(xii) issue and allotment of new shares in any of the Operating Companies or other instruments allowing to acquire or subscribe for Shares in any of the Operating Companies (such as warrants or options);

(xiii) redemption of shares in the Company or any of the Operating Companies;

(xiv) increase in the Company's Financial Indebtedness by borrowing or otherwise. Financial Indebtedness means any indebtedness for or in respect of:

1) moneys borrowed in excess of five million Euro (EUR 5,000,000);

2) amounts in excess of five million Euro (EUR 5,000,000) raised by acceptance under any acceptance credit facility or dematerialised equivalent;

3) amount in excess of five million Euro (EUR 5,000,000) raised pursuant to any note purchase facility or the issue of bonds, notes, debentures, loan stock or any similar instrument;

4) the amount of any liability in respect of any lease or hire purchase contract which would, in accordance with generally accepted accounting principles applicable to the entity, be treated as a finance or capital lease;

5) receivables sold or discounted (other than any receivables to the extent they are sold on a non-recourse basis);

6) amount in excess of five million Euro (EUR 5,000,000) raised under any other transaction (including any forward sale or purchase agreement) having the commercial effect of a borrowing except for the deferred payments granted to the entity in the ordinary course of business;

7) any derivative transaction, entered into in connection with protection against or benefit from fluctuation in any rate or price (and, when calculating the value of any derivative transaction, only the marked to market value shall be taken into account);

8) any counter-indemnity obligation in respect of a guarantee, indemnity, bond, standby or documentary letter of credit or any other instrument issued by a bank or financial institution;

9) the amount of any liability in respect of any guarantee or indemnity for any of the items referred to in paragraphs (1) to (8) above.

(xv) entering by the Company into any new shareholders indebtedness or amending the terms of an existing shareholders indebtedness;

(xvi) declaring, making or payment of any dividend, charge, fee, share premium reserve or any other distribution (or interest on any unpaid dividend, charge, fee, share premium reserve or any other distribution) (whether in cash or in kind) on or in respect of the share capital of the Company or any of the Operating Companies;

(xvii) increase the Financial Indebtedness of any Operating Company by an amount exceeding the equivalent of one million Euro (EUR 1,000,000) in any currency or in a manner which will result in the Debt to Equity Ratio exceeding 1,5:1;

(xviii) commencement, compromise, settlement, waiver of a right in relation to a litigation, arbitration or similar proceedings instituted by or against the Company in the amount exceeding the equivalent of one hundred thousand Euro (EUR 100,000) in any currency outside of the normal course of business;

(xix) undertaking of any step with a view to voluntarily liquidate, wind up or dissolve the Company or any of the Operating Companies or to appoint a receiver or administrative receiver for any part of the Company's or any Operating Company's assets;

(xx) any distribution of any returns, in particular any distribution of profits or supplementary capital reserves of any member of the Company and of each of its Subsidiary undertakings as the case may be;

(xxi) any acquisition or disposal of assets of the Company and Operating Companies of the value exceeding two hundred fifty thousand Euro (EUR 250,000) with exception of the shares in the Operating Companies;

(xxii) disposal of any shares in the Operating Companies otherwise than on an arm's length basis;

(xxiii) acquisition or subscription by the Company of shares in any other entity;

(xxiv) acquisition by the Company of a business or a part of business, merger with another entity or entering into a partnership or joint-venture;

(xxv) entering into an agreement, contract or other commercial arrangement outside the ordinary course of business of the Company or any of the Operating Companies or otherwise not on arms length basis;

(xxvi) entering into any transaction with the Company or any other Operating Company of the value exceeding the equivalent of two million Euro (EUR 2,000,000) in any currency (which value shall be calculated on an increasing basis annually, i.e. taking into account any and all previous or simultaneous transactions with the Company or any other Operating Company), in the given financial year, except for the purchase of vehicles by Futura Leasing Spolka Akcyjna, a company governed by the laws of Poland, with its registered office in Gdansk, address: ul. Polanki 4,80-308 Gdansk, registered in the register of entrepreneurs held by the District Court for Gdansk-Polnoc in Gdansk, VII Commercial Division of the National Court Register under number KRS 69348, from Prime Car Management following the end of their lease to third parties;

(xxvii) entering into any transaction with any Affiliate of any Shareholder holding, directly or through its Affiliate(s), a minimum of fifty (50) per cent. of the share capital of the Company (other than the Operating Companies) of the value exceeding the equivalent of one hundred thousand Euro (EUR 100,000) in any currency (which value shall be calculated on an increasing basis, i.e. taking into account any and all previous or simultaneous transactions with any Affiliate or the Shareholder holding, directly or through its Affiliate(s), a minimum of fifty (50) per cent. of the share capital of the Company),

require the approval of all Directors present or represented at a meeting of the Board, at which all Directors are present or represented.

8.10 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board may also be passed in writing. Such resolution shall consist of one (1) or several documents containing the decisions and signed by each and every Director (résolution circulaire). The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Art. 9. Minutes of Meetings of the Board.

9.1 The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the Chairman who presided at such meeting, by a vice-chairman or by any two (2) Directors of the Company.

9.2 Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman or a vice-chairman or by any Director of the Company.

Art. 10. Powers of the Board.

10.1 The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interests. All powers not expressly reserved by the Company Law, or by the Articles of Association to the General Meeting fall within the competence of the Board.

10.2 The following matters are the exclusive competence of the Board and cannot be delegated in any case to the Senior Officers, to one (1) or more members of the Board or to any person or any entities:

- (i) a proposal to the General Meeting regarding the appointment of an auditor;
- (ii) any increase in the subscribed share capital within the limits of the authorised share capital in accordance with Article 5.4 of the Articles of Association;
- (iii) approval of the annual budget, annual capital expenditure plan, annual operating plan and long term business plans of the Company and its Subsidiaries;
- (iv) approval of new business lines;
- (v) acquisition or sale of shares in Subsidiaries;
- (vi) approval of indebtedness, financial liabilities, and establishing mortgages/liens outside the approved annual budget exceeding (i) one hundred thousand Euro (EUR 100,000) if within the ordinary course of business or (ii) twenty thousand Euro (EUR 20,000) if outside the ordinary course of business;
- (vii) entry into or termination of any joint ventures or acting as partner in a limited or general partnership;
- (viii) incorporation of subsidiaries;
- (ix) granting credits or loans or other debts, providing guarantees or sureties of performance of duties and contracting any other off balance sheet liabilities, other than with or to Group subsidiaries;
- (x) proposals to the General Meeting or decisions to convene the General Meeting in matters relating to liquidation, merger, dissolution, winding-up, capital decrease, share redemption, dividend distribution, and changes to the Articles of Association;

(xi) entry into or termination of any contract with professional advisors for the Company and its Subsidiaries with a value exceeding one hundred thousand Euro (EUR 100,000);

(xii) acceptance, if applicable, of any internal rules of procedure for the Board or regulations relating to General Meetings;

(xiii) approval of the organization structure and reporting lines between the Company and its Subsidiaries and also between the Subsidiaries;

(xiv) approval of any transactions which the Company conducts with Directors, significant Shareholders or Shareholders with Board representation or Related Parties.

10.3 The Company shall be bound towards third parties (i) by the joint signature of any two (2) Directors or (ii) by the single signature of a Director or any other person to whom powers have been delegated in accordance with Article 11.1 or as set out in Article 11.4 of these Articles of Association.

Art. 11. Delegation of powers.

11.1 The Board may delegate part of its powers to one (1) or more Directors except for those matters mentioned in Article 10.2. It may further appoint proxies (who need not be Directors) for definite transactions and revoke such appointments at any time with or without cause and delegate special powers or confer special mandates on any person.

11.2 The Board may appoint a Chief Executive Officer.

11.3 The Chief Executive Officer, in the performance of the day-to-day management of the Company, may be supported by a management committee consisting of a chief financial officer and a chief of sales, each of them individually a Senior Officer and jointly the Senior Officers, appointed by the Board in accordance with Article 11.1 of these Articles of Association. The internal rules of the management committee will be decided by the Chief Executive Officer.

11.4 Except for the matters exclusively reserved to the Board as referred to in Article 10.2, the Board will delegate the day-to-day management of the Company's business and the power to represent the Company with respect thereto to the Chief Executive Officer and each of the Senior Officers individually.

11.5 The Company shall be bound towards third parties by the sole signature of the Chief Executive Officer, the Senior Officers of the Company acting individually or any proxy in relation to matters delegated to such proxy by the Board in accordance with Article 11.1 of these Articles of Association.

11.6 The Chief Executive Officer shall keep the Board properly informed about key business and corporate developments at the Company and its Subsidiaries and key decisions to be made within his power to represent the Company.

Art. 12. Conflict of interests.

12.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one (1) or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

12.2 Any Director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

12.3 In the event that any Director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company submitted to the Board for approval, such Director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such Director's interest therein, shall be reported to the next following General Meeting which shall ratify such transaction.

12.4 All Directors shall submit to the Board information on any relationship with a Shareholder who holds Shares representing not less than five (5) per cent. of all votes at the General Meeting. The obligation set forth in the preceding sentence shall concern financial, family and other relationships which may affect the position of the Director on issues decided by the Board.

Art. 13. Nomination Committee. The Board may establish a nomination committee to assist the Board in identifying candidates qualified to serve as members of the Board and Senior Officers and recommending candidates for appointment to the Board by the General Meeting or, for appointment by the Board to fill interim vacancies at the Board. The nomination committee shall act in accordance with Annex I of the Commission Recommendation.

Art 14. Audit Committee. The Board may establish an audit committee to assist in the discharge of its responsibilities in the areas of financial reporting, internal control and risk management, which committee shall act in accordance with Annex I of the Commission Recommendation.

Art 15. Remuneration Committee. The Board may establish a remuneration committee to assist the Board in the discharge of its responsibilities in the areas of the management remuneration. The remuneration committee's overall responsibility is to develop a remuneration policy to attract, retain and motivate those people who have the skills needed to achieve the Company's objectives year per year and which balance the interests of the Shareholders, the Company and its employees. The remuneration committee shall act in accordance with Annex I of the Commission Recommendation and in defining the management remuneration, shall apply the European Commission Recommendation of

December 14, 2004 fostering an appropriate regime for the remuneration of directors of listed companies (2004/913/EC) as well as European Commission Recommendation of April 30, 2009 complementing Recommendations 2004/913/EC and 2005/162/EC as regards the regime for the remuneration of directors of listed companies (2009/385/EC).

Art. 16. Auditor.

16.1 The operations of the Company shall be supervised by one (1) or several approved independent auditor(s) (réviseurs d'entreprises agréés). The approved independent auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six (6) years and shall be re-eligible.

16.2 The approved independent auditor(s) will be appointed by the General Meeting which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The approved independent auditor(s) in office may be removed at any time by the General Meeting with or without cause.

General Meetings of Shareholders

Art. 17. Powers of the General Meeting. The General Meeting properly constituted represents the entire body of Shareholders. It has the powers conferred upon it by the Company Law.

Art. 18. Annual General Meeting - Other General Meetings.

18.1 The Annual General Meeting shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting, on the third Tuesday of June and in any case no later than 30 June at 11 a.m. local time.

18.2 If such day is a legal holiday, the Annual General Meeting shall be held on the next following Business Day.

18.3 Other General Meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 19. Proceedings - Vote.

19.1 General Meetings shall meet upon call of the Board.

A General Meeting must be called upon written request of a group of Shareholders representing at least one tenth (1/10) of the subscribed capital. In such case, the concerned Shareholders must indicate the agenda in their written request to the Board and the General Meeting shall be convened within one (1) month of such request.

19.2 The convening notices for any General Meeting shall contain the agenda, the place, date and time of the meeting, the precise description of the procedures that Shareholders must comply with in order to be able to participate and cast their votes in the General Meeting, the Record Date, the manner in which Shareholders must register to be admitted, and the homepage and the mail and/or electronic address at which the complete text of any documents to be made available to Shareholders and any draft resolutions to be adopted can be obtained. Subject to a shorter period being permitted by applicable law, such notice shall take the form of announcements published twice, twenty-four (24) days and twelve (12) days, respectively, before the meeting at least in the Mémorial, in a Luxembourg newspaper and in any other media which can easily and on a non-discretionary basis be accessed within the European Community. Notices by mail shall be sent twenty-four (24) days before the meeting to the members of Board, as well as the auditor(s) of the Company, but no proof needs to be given that this formality has been complied with. In case the Shares are listed on a foreign stock exchange, the notices shall in addition be published in such other manner as may be required by laws, rules or regulations applicable to companies listed on such stock exchange from time to time.

Subject to a shorter period being permitted by applicable law, within a period starting twenty-four (24) days before the date of the General Meeting, any documents which must be made available to the Shareholders for the relevant General Meeting in accordance with applicable legal provisions will also be made available by the Company on its website.

In the event that all Shares have been issued in registered form, the convening notice for a General Meeting shall, in addition, be sent by registered letter addressed to the Shareholders at least twenty four (24) days before the meeting. If letters are sent to registered Shareholders while the convening notices are published according to the first paragraph of this Article 19.2 such letters need not be in registered form.

19.3 One (1) or several Shareholders, representing at least five (5) per cent. of the Company's share capital, may request the addition of one (1) or several items to the agenda of any General Meeting and file draft resolutions in this respect. Such request and draft resolution(s) must be sent to the Company's registered office by registered letter or by electronic mail at least sixteen (16) days prior to the date of the General Meeting and within eight (8) days as from the date of publication of the relevant convening notice, or within such shorter periods as may be required by Luxembourg law, and shall be accompanied by a proof of the shareholding of such Shareholders. In case such request entails a modification of the agenda of the relevant meeting, the Company will make available a revised agenda at the latest ten (10) days prior to the General Meeting.

Any Shareholder who holds one (1) or more Share(s) of the Company on the Record Date shall be admitted to participate and vote in the relevant General Meetings.

A Shareholder wishing to attend a General Meeting notifies the Company thereof at the latest on the Record Date in writing by mail, fax or by electronic mail.

19.4 In case of Shares held on behalf of a Shareholder by a Depositary or a sub-depositary, as described in Article 6.5 of these Articles of Association, each Shareholder may exercise all rights attached to his or her Share(s) and in particular, participate in and vote at the General Meeting of the Company, upon presentation of a certificate issued by the Depositary holding the Shares or operating securities accounts on which Shares are registered (including, for the avoidance of doubt, any national securities depositaries), certifying the number of Shares recorded in the relevant account in the name of the relevant Shareholder on the Record Date (the Certificate). The Certificate shall be submitted to the Company at its registered address or with any agent of the Company, duly authorized to receive such proxies no later than twenty-four hours (24h) before the General Meeting. In the event that the Shareholder votes through proxies, the proxy has to be filed at the same time at the registered office of the Company or with any agent of the Company, duly authorised to receive such proxies. The Board may set further details and a different period for the submission of the Certificate or the proxy in the convening notice for the meeting.

19.5 Any Shareholder may act at any General Meeting by a signed voting form sent by mail, facsimile or electronic mail to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The Shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least his/her/its name and address, the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposals submitted to the resolution of the meeting as well as for each proposal three (3) boxes allowing the Shareholder to vote in favour of or against the proposed resolution or to abstain from voting thereon by ticking the appropriate boxes, the number and class of Shares voted. The Company will only take into account voting forms received twenty-four hours (24h) before the General Meeting which they relate to and accompanied by the Certificate referred to in Article 19.4 hereof.

19.6 The Board may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a General Meeting.

19.7 Each Share entitles its Shareholder to one (1) vote.

19.8 Except as otherwise required by the Company Law or by these Articles of Association, resolutions at a General Meeting duly convened will be passed by a simple majority of the Shareholders present and voting, without any quorum requirements.

19.9 Subject to article 19.8, an extraordinary General Meeting convened to resolve upon a change to the nature of the business conducted by the Company or an amendment to the Articles of Association cannot validly deliberate unless at least fifty (50) per cent. of the issued share capital of the Company is represented at the meeting and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles of Association.

19.10 If the quorum referred to in Article 19.9 is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by 19.2 of these Articles of Association (the convening notices, however, being published twice, seventeen (17) and twelve (12) days, respectively, before the meeting). Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting can validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least three-quarters (3/4) of the votes of the Shareholders present or represented.

19.11 No subscription for new shares or acquisition of existing shares in either of the companies Controlled by the Company by any third party shall be permitted other than (i) on an arm's length basis, or (ii) with the approval of Shareholders at a General Meeting holding at least seventy-five (75) per cent. of the issued Shares.

19.12 The General Meeting, upon the request of a Shareholder, shall not be authorised to remove or alter items included in the agenda without the unanimous approval of all the Shareholders of the Company, i.e. one hundred (100) per cent. of the share capital of the Company.

19.13 Before commencing any deliberations, the chairman of the General Meeting shall appoint a secretary and the Shareholders present or represented at such meeting shall appoint one or more scrutineer(s). The chairman, the secretary and the scrutineer form the meeting's board.

The minutes of the General Meeting will be signed by the members of the meeting's board and by any Shareholder who wishes to do so.

However, in case decisions of the General Meeting have to be certified, copies or extracts for use in court or elsewhere must be signed by the chairman, a vice-chairman or any two (2) other Directors.

19.14 The General Meeting may adopt specific regulations governing the holding of and procedures to follow at General Meetings. Any amendments to such regulations must be approved by the General Meeting.

Art. 20. Financial Year. The Company's financial year shall begin on 1st January and shall terminate on 31st December of each year.

Art. 21. Annual Accounts.

21.1 Each year, at the end of the financial year, the Board will draw up the annual accounts of the Company in the form required by the Company Law.

21.2 At the latest one (1) month prior to the Annual General Meeting, the Board will submit the Company's balance sheet and profit and loss account together with its report which report will comply with all corporate governance provisions applicable to the market on which the Shares are traded and such other documents as may be required by law to the approved independent auditor who will thereupon draw up his report.

21.3 The balance sheet, the profit and loss account, the Board's report, the auditor's report and such other documents as may be required by the Company Law shall be deposited at the registered office of the Company where they will be available for inspection by the Shareholders during regular business hours before the Annual General Meeting at the date as prescribed by the Company Law.

Art. 22. Distribution of Profits.

22.1 The credit balance on the profit and loss account, after deduction of the general expenses, social charges, write-offs and provisions for past and future contingencies as determined by the Board represents the net profit.

22.2 Every year five (5) per cent. of the net profit will be set aside in order to build up the legal reserve. This deduction ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to one tenth of the issued share capital.

22.3 The remaining balance of the net profit shall be at the disposal of the General Meeting.

22.4 Dividends, when payable, will be distributed at the time and place fixed by the Board within the limits of the decision of the General Meeting.

22.5 Interim dividends may be paid by the Board within the conditions provided for by the Company Law.

22.6 The General Meeting may decide to assign profits and distributable reserves to the reimbursements of the capital without reducing the corporate capital.

Dissolution - Liquidation

Art. 23. Dissolution. The Company may be dissolved at any time by decision of the General Meeting deliberating in the manner required for amendments to the Articles of Association.

Art. 24. Liquidation. In the event of the dissolution of the Company, the General Meeting, deliberating in the manner required for amendments to the Articles of Association, will determine the method of liquidation and nominate one or several liquidators and determine their powers.

General Provision

Art. 25. All matters not governed by the present Articles of Association shall be determined in accordance with the provisions of the Company Law."

Sixth resolution

Shares

The articles of association of the Company having been established as aforesaid, the shares of the Company are attributed to the Shareholders in the following proportions

Fleet Uno shall receive 9,121,213 shares in exchange for the 6,688,890 Class A shares, the 6,688,890 Class B shares and the 6,688,887 Class C shares currently held by Fleet Uno.

Mezzanine shall receive 1,440,191 shares in exchange for the 1,056,141 Class A shares, the 1,056,141 Class B shares and the 1,056,139 Class C shares currently held by Mezzanine.

QIC shall receive 1,440,191 shares in exchange for the 1,056,141 Class A shares, the 1,056,141 Class B shares and the 1,056,139 Class C shares currently held by QIC.

The Shareholders decide to cancel the 8,801,172 class A Shares, 8,801,172 class B Shares and 8,801,165 class C Shares issued by the Company when it was a société à responsabilité limitée and to cancel the existing shareholder's register in order to create a new shareholder's register for the Company under its newly adopted corporate form of a société anonyme.

Seventh resolution

Reports

Pursuant to articles 31 and 26-1 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, the conversion of the Company's current corporate form into a société anonyme must be subject to a report on the valuation of the contribution of the société à responsabilité limitée from an approved independent auditor (réviseur d'entreprises agréé). Such report has been prepared by Ernst & Young S.A., approved independent auditor (réviseur d'entreprises agréé), with registered office in 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, dated March, 4 2011, which concludes as follows:

"based on the work performed and described above, nothing has come to our attention that causes us, to believe that the value of the contribution in kind as described in our independent auditor's report dated March 4, 2011 does not correspond at least in number and nominal amount to the 8,801,172 Class A shares, 8,801,172 Class B shares and 8,801,165 with a nominal value of EUR 1 each, share premium of EUR 13,214,256 and its retained earnings of EUR 23,090."

A copy of the above mentioned auditor's report after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the Shareholders, and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

28388

Eighth resolution

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for by articles 26, 263 and 26-5 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Ninth resolution

The Shareholders resolve to grant full and complete discharge to the managers for the proper performance of their duties until today.

Extraordinary general meeting

The Shareholders, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted they have passed the following resolutions by unanimous vote.

1) The number of directors is set at five.

The Shareholders acknowledge the resignation of Mr. Laurent RICCI, Mr. Fabian SIRE and Mr. Philippe LECLERCQ, all professionally residing at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg as managers of the Company with effect as of today.

Are appointed as directors with immediate effect:

- Mr. Pawel GIERYSKI, with professional address at Wielicka 36, M58, 02-657 Warsaw, Poland.
- Mr. Wojciech LUKAWSKI, with professional address at Macka Z. Bogdanca 3, M25, 92-434 Lodz, Poland.
- Mr. Tomasz KWIECIEN, with professional address at 39, Sienna Street, Warsaw Towers Building, Warsaw, Poland.
- Mr. Artur Gabor, with professional address at 05-510 Konsatncin-Jeziorna, ul. Koscielna 8 as independent director.
- Mr. Jacek Slotala with professional address at ETC Sp z o.o. Warszawa, ul. Mochnackiego 4/60 02-042 Warszawa as independent director.

Their mandate will expire at the general meeting of shareholders resolving on the accounts for the financial year ending December 31, 2013.

2) The number of approved independent auditor(s) (réviseurs d'entreprises agréés is set at one.

Has been appointed as approved independent auditor: Ernst & Young S.A., with professional address at 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach Luxembourg.

His mandate will expire at the general meeting of shareholders resolving on the accounts for the financial year ending December 31, 2010.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of the present deed, are estimated approximately at EUR 5,000.-.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by her name, surname, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le quatre mars,

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

ONT COMPARU:

- Fleet Uno Sàrl («Fleet Uno»), une société constituée selon les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social sis 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, enregistrée avec le Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B151452, ayant un capital social de €33.280.923 et représentée par Evelyn Maher, en vertu d'une procuration datée du 4 mars 2011;

- ACCESSION MEZZANINE CAPITAL II L.P. («Mezzanine»), un partnership constitué selon les lois des Bermudes, ayant son siège social sis Century House, 16 Par la Ville Road, Hamilton. Bermudes, enregistré avec le Registre des Sociétés sous le numéro 39517, également enregistré avec la Companies House du Royaume Uni sous le numéro LP011822, représenté par Evelyn Maher, en vertu d'une procuration datée du 2 mars 2011;

- QIC PRIVATE CAPITAL LTD en sa qualité de trustee de QIC Private Equity Fund No. 3 («QIC» et ensemble avec Fleet Uno et Mezzanine sont ci-après désignés les «Actionnaires»), un trust australien (Unit Trust Australian) déclaré sous les lois du Queensland, dont le trustee est une société constituée selon les lois du Queensland, ayant son siège social sis Level 5, Central Plaza Two, 66 Eagle Street, Brisbane, Queensland, Australie, enregistré avec le Registre du Commerce du Queensland sous le numéro 1 076 279 528, représenté par Evelyn Maher, en vertu d'une procuration datée du 4 mars 2011.

Les procurations prémentionnées, après avoir été signées "ne varietur" par les mandataires et le notaire instrumentaire resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront soumises aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles comparantes, représentées comme précisé ci-avant, ont requis le notaire d'acter que:

Les comparantes sont les seules associées de la société à responsabilité limitée existante sous la dénomination de "Fleet Holdings S.à R.L." (la "Société"), enregistrée avec le Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 148815, ayant son siège social à Luxembourg.

La Société a été constituée suivant acte du notaire Me Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg en date du 19 octobre 2009, publié au Mémorial C numéro 2202 du 11 novembre 2009. Les statuts de la Société ont été modifiés par acte notarié en date du 25 mars 2010 de Maître Henri HELLINCKX, notaire, publié au Mémorial C numéro 1159 du 3 juin 2010.

Le capital social de la Société est fixé à vingt-six millions quatre cent trois mille et cinq cent neuf euros (26.403.509.-€) représenté par huit millions huit cent un mille cent soixante douze (8.801.172) parts sociales de catégorie A, huit millions huit cent un mille cent soixante douze (8.801.172) parts sociales de catégorie B et huit millions huit cent un mille cent soixante cinq (8.801.165) parts sociales de catégorie C d'une valeur nominale d'un euro (1.-€) chacune, toutes entièrement souscrites et intégralement libérées.

Le conseil de gérance (le «Conseil») a préparé un rapport en date du 1^{er} mars 2011 conformément à l'article 32-3 (5) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée, expliquant les raisons pour lesquelles le Conseil est autorisé pour une période de cinq (5) ans à augmenter le capital social de la Société dans les limites du capital autorisé par l'émission de nouvelles actions sans réserver les droits préférentiels de souscription aux actionnaires existants (le «Rapport du Conseil»), lequel rapport sera signé «ne varietur» par les parties comparantes et le notaire instrumentaire et restera annexé au présent acte.

Les comparantes ont déclaré avoir été dûment conviées et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à l'assemblée et ont renoncé aux formalités de convocation, et ainsi déclarent que l'assemblée est valablement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points mis à l'ordre du jour et ont requis le notaire d'instrumenter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Actionnaires décident de transformer la Société en société anonyme, avec effet immédiat. Cette modification n'entraîne pas la création d'une nouvelle personne morale. C'est la même entité qui continuera d'exister sous la même personnalité morale mais selon une forme juridique différente, entre les détenteurs des actions ainsi créées en remplacement des parts sociales de la société à responsabilité limitée faisant l'objet de la présente modification et ceux qui deviendront actionnaire par la suite.

Deuxième résolution

Les Actionnaires décident de modifier l'objet social de la Société dont le contenu est désormais le suivant:

4.1 L'objet de la Société est l'acquisition de participations de toute forme par voie d'achat, d'échange, ou autre, dans toute entreprise ou société commerciale, industrielle ou financière, luxembourgeoise ou étrangère, ainsi que la gestion, la surveillance et le développement de ces participations. La Société pourra également effectuer le transfert de ces participations par voie de vente, d'échange ou autre.

4.1 L'objet de la Société est l'acquisition de participations de toute forme par voie d'achat, d'échange, ou autre, dans toute entreprise ou société commerciale, industrielle ou financière, luxembourgeoise ou étrangère, ainsi que la gestion, la surveillance et le développement de ces participations. La Société pourra également effectuer le transfert de ces participations par voie de vente, d'échange ou autre.

4.2 La Société pourra également acquérir et développer tous brevets, marques et autres droits intellectuels et immatériels, ainsi que tous autres droits y attachés ou pouvant les compléter.

4.3 La Société pourra contracter des emprunts de toute forme, et en particulier par voie d'émission d'obligations, convertibles ou non, prêt bancaire ou prêts aux actionnaires, et octroyer à d'autres sociétés dans lesquelles elle détient une participation tous supports, prêts, avances ou garanties.

4.4 En outre, la Société peut avoir une participation dans tous titres, dépôts en espèces, certificats du trésor, et toute autre forme d'investissement, en particulier des actions, obligations, options ou bons d'option, les acquérir par voie d'achat, de souscription ou de toute autre manière, les vendre ou les échanger.

4.5 Elle peut effectuer toutes transactions industrielles, commerciales, financières, sur biens meubles ou immeubles, qui sont directement ou indirectement liées, en tout ou en partie, avec son objet social.

4.6 Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement pour son propre compte ou pour le compte de tiers, seule ou en association, en effectuant toutes opérations pouvant faciliter l'objet mentionné ci-dessus ou l'objet de sociétés dans lesquelles la Société tient une participation.

4.7 En général, la Société pourra prendre toutes mesures de contrôle ou de surveillance qu'elle jugera utiles dans la réalisation de son objet; elle pourra également accepter tout mandat d'administrateur dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, avec ou sans rémunération.

Troisième résolution

Les Actionnaires décident de modifier la valeur nominale des actions d'un euro à deux euros et vingt centimes (€ 2,20) chacune.

Quatrième résolution

Les Actionnaires décident d'introduire un capital social autorisé (incluant le capital social souscrit) pour un montant de trente six millions quatre cent trois mille et quatre cent quatre-vingt dix neuf euros (€ 36.403.499) représenté par seize millions cinq cent quarante sept mille et quarante cinq (16.547.045) actions ayant une valeur nominale de deux euros et vingt centimes (€ 2,20) et autorise le Conseil à augmenter le capital souscrit de la Société en tout ou partie le cas échéant par l'émission d'actions dans les limites du capital autorisé sans réserver les droits préférentiels de souscription des actionnaires existants conformément à l'article 32-3(5) de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée et conformément à l'article 5.4 des statuts de la Société.

Cinquième résolution

A la suite de cette transformation et conformément aux résolutions précédentes, les Actionnaires décident d'adopter de nouveaux statuts dont la teneur est la suivante:

Définitions

Affilié signifie (i) une société, une compagnie ou un fonds qui est contrôlé directement ou indirectement, par un Actionnaire, ou une société, une compagnie ou un fonds dont plus de la moitié du capital social souscrit ou dont les certificats d'investissement sont détenus, directement ou indirectement, par un Actionnaire (ci-après désignées ensemble comme étant les Filiales ou individuellement la Filiale); (ii) une société, une compagnie ou un fonds qui est une Filiale d'une autre Filiale d'un Actionnaire; (iii) une société ou une compagnie dont un Actionnaire est une Filiale; (iv) lorsque l'Actionnaire est un trust ou un trust dirigé ou contrôlé par une personne qui est le dirigeant ou le contrôleur du trust de l'Actionnaire;

Assemblée Générale Annuelle signifie l'assemblée générale ordinaire de chaque année des Actionnaires de la Société;

Statuts signifient les statuts de la Société, tels que modifiés le cas-échéant;

Conseil signifie le conseil d'administration de la Société; il est nommé périodiquement conformément à l'article 7, et le terme Administrateur est à interpréter en conséquence;

Obligations signifie les obligations garanties de série B pour une valeur nominale totale de deux cent cinquante millions de zloti polonais (PLN 250.000.000) émis par PCM le 29 mars 2010;

Jour Ouvrable signifie un jour (sauf le samedi et le dimanche) pendant lequel les banques sont généralement ouvertes en Pologne et au Grand-Duché de Luxembourg pour des activités normales;

Certificat aura le sens indiqué à l'article 19.4 des Statuts;

Président signifie le président du Conseil;

Directeur Général signifie la personne, n'ayant pas obligatoirement la qualité de membre du Conseil, nommée en tant que directeur général conformément à l'Article 11.2 des Statuts;

Recommandation de la Commission signifie la recommandation de la Commission Européenne du 15 février 2005 concernant le rôle des administrateurs non exécutifs et des membres du conseil de surveillance des sociétés cotées et les comités du conseil d'administration ou de surveillance; Société signifie Fleet Holdings S.A.;

Loi sur les Sociétés Commerciales signifie la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée;

Contrôle signifie par rapport à une entité donnée, le droit de contrôler ou de rassembler une majorité de votes exerçables à une assemblée générale des actionnaires (ou son équivalent) de cette entité, le droit de nommer ou de révoquer les administrateurs ayant une majorité des droits de votes exerçables à une réunion du conseil d'administration (ou son équivalent) de cette entité, l'acquisition directement ou indirectement de la capacité ou du pouvoir de diriger ou d'établir la direction de la gestion et des lignes de conduite de cette entité, que ce soit par la propriété des actions, par contrat ou autrement ou, en ce qui concerne une entité qui est un fonds, le pouvoir (que ce soit au moyen des documents constitutifs de ce fonds ou d'autres arrangements) pour diriger ce fonds;

Dépositaire ou Dépositaires aura le sens indiqué à l'article 6.5 des présents Statuts;

Administrateur signifie un administrateur de la Société nommé par l'Assemblée Générale ou autre conformément à l'article 7 des Statuts;

Endettement Financier signifie tout endettement pour ou en rapport avec l'un des sujets listés à l'article 19.11 (1) des présents Statuts;

Assemblée générale signifie l'assemblée générale des Actionnaires de la Société;

Groupe signifie le groupe de sociétés ayant une structure de société holding, se composant de la Société, en tant que personne morale holding, ainsi que toute autre entreprise par rapport à laquelle la Société est obligée d'établir des comptes consolidés en vertu de la Directive UE 83/349/CEE;

Administrateur Indépendant signifie un administrateur indépendant selon le sens de l'annexe II de la Recommandation de la Commission, nommé par l'Assemblée Générale, à la condition que ni (i) les employés de la Société ou de la filiale de la Société ou d'une entité sur laquelle la Société exerce une influence significative, ni (ii) quiconque ayant une relation réelle et significative avec un Actionnaire qui a le droit d'exercer au moins cinq (5) pourcent de tous les votes à une Assemblée Générale ne puissent être considérés comme des administrateurs indépendants.

Mémorial signifie le Mémorial Recueil des Associations, la gazette officielle du Luxembourg;

Administrateurs Non-Exécutifs signifie le(s) membre(s) du Conseil qui ne sont ni des Dirigeants ou employés de la Société ou du Groupe;

Sociétés d'Exploitation signifie une société pour laquelle la Société est un actionnaire, ou sur laquelle la Société acquiert le contrôle, que ce soit par constitution ou autrement;

Prime Car Management Spolka Akcyjna or PCM signifie la société constituée selon les lois polonaises, ayant son siège social sis ul. Polanki 4, 80-308 Gdansk, enregistrée avec le registre des entrepreneurs tenu par la Cour du District de Gdansk-Polnoc à Gdansk, division commercial VII du registre National de la Court sous le numéro KRS 13870;

Date d'Inscription signifie minuit (24.00h) à la date tombant cinq (5) jours avant la date de l'Assemblée Générale;

Partie Liée a la signification qui lui a été donnée dans le Règlement (UE) n° 632/2010 de la Commission du 19 juillet 2010 modifiant le règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil, pour ce qui concerne la norme comptable internationale (IAS) et la norme internationale d'information financière (IFRS) 8.

Secrétaire signifie le secrétaire du Conseil nommé conformément à l'article 8.1 des Statuts;

Directeurs signifie les dirigeants de la Société nommés par le Conseil conformément à l'article 11.3 des Statuts;

Actionnaires signifie les détenteurs d'Actions;

Actions signifie, toutes les actions émises et en circulation dans le capital social de la Société, ayant une valeur nominale de deux euros et vingt centimes €2,20.

Dénomination - Durée - Objet

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est constitué par les présentes entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires d'Actions émises par la suite, une société anonyme sous la dénomination de Fleet Holdings S.A. (la «Société»).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège de la Société est établi à Luxembourg-Ville. Il pourra être transféré à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'Assemblée Générale délibérant de la manière établie pour les modifications des présents Statuts. Il pourra être transféré à l'intérieur de la municipalité de la ville de Luxembourg par simple décision du Conseil.

2.2 Le Conseil aura en outre le droit d'établir des bureaux, centres administratifs et représentations dans tout endroit qu'il considérera comme approprié, à l'intérieur comme à l'extérieur du Grand-Duché de Luxembourg.

2.3 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou sont imminents, le siège pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle restera une société luxembourgeoise. Une déclaration sur le transfert provisoire du siège à l'étranger sera portée à l'attention de tiers par le cadre de la Société le mieux placé à cet effet dans ces circonstances particulières.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Objet social.

4.1 L'objet de la Société est l'acquisition de participations de toute forme par voie d'achat, d'échange, ou autre, dans toute entreprise ou société commerciale, industrielle ou financière, luxembourgeoise ou étrangère, ainsi que la gestion, la surveillance et le développement de ces participations. La Société pourra également effectuer le transfert de ces participations par voie de vente, d'échange ou autre.

4.2 La Société pourra également acquérir et développer tous brevets, marques et autres droits intellectuels et immatériels, ainsi que tous autres droits y attachés ou pouvant les compléter.

4.3 La Société pourra contracter des emprunts de toute forme, et en particulier par voie d'émission d'obligations, convertibles ou non, prêt bancaire ou prêts aux actionnaires, et octroyer à d'autres sociétés dans lesquelles elle détient une participation tous supports, prêts, avances ou garanties.

4.4 En outre, la Société peut avoir une participation dans tous titres, dépôts en espèces, certificats du trésor, et toute autre forme d'investissement, en particulier des actions, obligations, options ou bons d'option, les acquérir par voie d'achat, de souscription ou de toute autre manière, les vendre ou les échanger.

4.5 Elle peut effectuer toutes transactions industrielles, commerciales, financières, sur biens meubles ou immeubles, qui sont directement ou indirectement liées, en tout ou en partie, avec son objet social.

4.6 Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement pour son propre compte ou pour le compte de tiers, seule ou en association, en effectuant toutes opérations pouvant faciliter l'objet mentionné ci-dessus ou l'objet de sociétés dans lesquelles la Société tient une participation.

4.7 En général, la Société pourra prendre toutes mesures de contrôle ou de surveillance qu'elle jugera utiles dans la réalisation de son objet; elle pourra également accepter tout mandat d'administrateur dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, avec ou sans rémunération.

Capital social - Actions

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital souscrit de la Société est fixé à vingt-six millions quatre cent trois mille cinq cent neuf euros (€26.403.509), représenté par douze millions mille et cinq cent quatre-vingt quinze (12.001.595) Actions d'une valeur nominale de deux euros et vingt centimes (€2,20) chacune.

5.2 Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'Assemblée Générale selon le quorum et les règles de votes applicable pour toute modification des Statuts.

5.3 Le capital autorisé de la Société (incluant le capital souscrit) est fixé à trente six millions quatre cent trois mille et quatre cent quatre vingt dix neuf euros (€36.403.499) représenté par seize millions cinq cent quarante sept mille et quarante cinq (16.547.045) Actions ayant une valeur nominale de deux euros et vingt centimes (€2,20) chacune. Le capital autorisé peut être augmenté ou réduit par décision de l'Assemblée Générale, votant selon le quorum et la majorité requis pour toute modification des Statuts.

5.4 Le Conseil, lors d'une réunion à laquelle l'ensemble des Administrateurs sont présents ou représentés et votant à l'unanimité, est autorisé, pendant une période de cinq (5) ans à compter de la date de publication des résolutions approuvant le capital autorisé, sans préjudice d'éventuels renouvellements, à augmenter le montant du capital social souscrit en totalité ou en partie le cas échéant, par l'émission d'Actions dans les limites du montant du capital autorisé. Conformément à ces augmentations de capital, les Actions seront émises en contrepartie d'un apport en numéraire, ou selon les dispositions applicables de la loi, en contrepartie d'un apport en nature, à un prix, ou dans le cas où les Actions sont émises par incorporation des réserves, pour un montant qui ne peut être inférieur à la valeur nominale desdites Actions et dans l'hypothèse où la valeur de marché est supérieure à la valeur nominale, ce montant ne pourra être inférieur à la valeur de marché des Actions.

Ces augmentations de capital peuvent être souscrites par l'émission d'Actions avec ou sans prime d'émission, au choix du Conseil.

Le Conseil, votant selon les mêmes règles que celles stipulées à l'article 5.4 ci dessus est autorisé à limiter ou supprimer le droit préférentiel de souscription des Actionnaires existants dans un tel cas.

Le Conseil, votant selon les mêmes règles que celles stipulées à l'article 5.4 ci dessus, peut déléguer à toute personne dûment autorisée, le devoir d'accepter les souscriptions et de recevoir le paiement direct en espèces ou en nature au nom de la Société du prix des Actions, pour tout ou partie de cette augmentation de capital.

A chaque fois que le Conseil procède à une augmentation de capital totale ou partielle telle qu'autorisée conformément aux dispositions précédentes, l'Article 5.1 des Statuts devra être modifié afin de refléter ladite augmentation de capital.

Art. 6. Actions.

6.1 Les Actions de la Société auront la forme d'actions nominatives ou d'actions au porteur, au choix du ou des détenteur(s).

6.2 Un registre des Actions sera tenu au siège social où il sera à disposition des Actionnaires pour consultation. La propriété des Actions nominatives sera établie par une inscription dans le registre des Actions de la Société.

6.3 Les certificats de ces inscriptions seront pris dans un registre à souches et signés par le Président et un autre Administrateur ou, si aucun président n'a été désigné, par la signature de deux (2) Administrateurs.

6.4 Le détenteur des Actions au porteur sera considéré comme le propriétaire desdites Actions au porteur.

6.5 Les Actions peuvent être détenues au nom d'une (1) ou plusieurs personnes au moyen d'un système de règlement des transactions de valeurs mobilières ou par l'opérateur d'un tel système ou au nom d'un dépositaire professionnel de valeurs mobilières ou de tout autre dépositaire ou de toute autre entité exploitant des comptes de valeurs mobilières sur lesquels des Actions sont enregistrées (de tels systèmes, professionnels, autres dépositaires ou autres entités sont définis ci-après les «Dépositaires» ou individuellement un «Dépositaire») ou par un sous-dépositaire nommé par un (1) ou plusieurs Dépositaires. Dans une telle hypothèse, la Société, sous réserve de la réception d'un certificat de la part du Dépositaire auprès duquel les Actions sont tenues en compte, permettra à ces personnes d'exercer les droits attachés à ces Actions, y compris le droit d'être admis et de voter aux Assemblées Générales. Le Conseil devra déterminer les exigences légales auxquels ces certificats doivent se conformer. Nonobstant ce qui précède, la Société devra procéder

au paiement, par versement de dividendes, ou autre, au moyen d'espèces, d'actions ou de tout autre actif au Dépositaire ou au sous-dépositaire seulement, conformément à leurs instructions et un tel paiement aura pour conséquence de libérer la Société.

6.6 Sans préjudice des conditions de cession des Actions fongibles telles que prévues par l'Article 6.5 des Statuts, la cession des Actions nominatives devra se faire par une déclaration écrite de cession inscrite dans le registre des Actionnaires et datée et signée par le cédant et le cessionnaire, ou par leurs agents, à la condition que ces derniers apportent la preuve qu'ils détiennent les pouvoirs nécessaires.

A moins que la loi luxembourgeoise en dispose autrement, aucune inscription ne pourra être faite dans le registre des Actionnaires et aucune notification de cession ne sera reconnue par la Société pendant la période commençant à partir de la Date d'Inscription et se terminant à la clôture de l'Assemblée Générale concernée à moins que la Société fixe une période plus courte.

6.7 La Société reconnaîtra un (1) seul détenteur par Action. Dans le cas d'une Action détenue par plus d'une (1) personne, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de l'ensemble des droits attachés à ladite Action jusqu'à ce qu'une (1) personne soit désignée comme étant le propriétaire unique par rapport à la Société. La même règle s'appliquera dans le cas d'un conflit entre l'usufruitier et le nu-propriétaire d'une Action ou entre le constituant d'un gage et le bénéficiaire dudit gage.

6.8 Les montants non payés, le cas échéant, sur des Actions émises et en circulation pourront faire l'objet d'une demande de versement à tout moment à la seule discrétion du Conseil, sous condition, toutefois, que ces demandes se fassent pour toutes les Actions dans une même proportion et au même moment. Toute somme impayée sera automatiquement chargée d'intérêts en faveur de la Société au taux de dix (10) pour cent par an, calculé à partir de la date d'échéance du paiement.

6.9 La Société pourra racheter ses propres Actions dans les limites prévues par la Loi sur les Sociétés Commerciales.

Gestion - Surveillance

Art. 7. Nomination et Révocation d'Administrateurs.

7.1. La Société sera gérée par un Conseil composé d'au moins cinq (5) membres. L'ensemble des Administrateurs seront des Administrateurs Non Exécutifs à l'exception de deux (2) d'entre eux qui seront des Administrateurs Indépendants.

Les membres du Conseil sont nommés pour une période n'excédant pas six (6) ans par l'Assemblée Générale qui peut les révoquer à tout moment sans motif.

Les Actionnaires déterminent le nombre et la rémunération des Administrateurs et l'échéance de leur mandat.

7.2. Dans le cas d'une vacance dans la fonction d'un Administrateur pour cause de décès, retraite ou toute autre raison, les Administrateurs restants pourront nommer, à la majorité des votes un Administrateur pour pallier à cette vacance jusqu'à l'Assemblée Générale suivante.

7.3 Les Administrateurs Non Exécutifs garderont le Conseil dûment informé à propos des développements clés concernant les affaires ou les aspects sociaux dans la Société et ses Filiales.

Art. 8. Réunions du Conseil.

8.1. Le Conseil choisit (i) parmi les Administrateurs un Président, (ii) un (1) ou plusieurs vice-présidents et (iii) un Secrétaire qui ne doit pas être obligatoirement un membre du Conseil.

8.2. Le Conseil se réunira sur convocation du Président ou de tout vice-président ou de deux (2) Administrateurs, au lieu indiqué dans la convocation à la réunion qui sera tenue, en principe, au Grand-Duché de Luxembourg.

8.3. Une notification écrite pour toute réunion du Conseil sera adressée à tous les Administrateurs au moins cinq (5) jours avant la date fixée pour cette réunion, sauf en cas d'urgence; dans ce cas, la nature de ces circonstances sera indiquée brièvement dans les convocations à la réunion du Conseil.

8.4 Une convocation écrite n'est pas nécessaire lorsque tous les Administrateurs sont présents ou représentés à la réunion et déclarent avoir été dûment informés et avoir entière connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Il pourra être renoncé à une convocation écrite avec le consentement écrit, que ce soit par original, par télécopieur, câble, télégramme ou télex, de chaque Administrateur. Des convocations écrites séparées ne sont pas obligatoires pour des réunions tenues aux heures et lieux indiqués dans un plan adopté au préalable par une résolution du Conseil.

8.5 Chaque Administrateur pourra agir dans toute réunion du Conseil en désignant par écrit, que ce soit par original, par télécopieur, câble, télégramme ou télex, un autre Administrateur comme son représentant, étant entendu qu'un Administrateur ne pourra pas représenter plus d'un (1) Administrateur.

8.6 Tout Administrateur qui participe à une réunion du Conseil au moyen de procédés de communication (incluant un téléphone ou une vidéo conférence) permettant à cet Administrateur d'être identifié et à tous les Administrateurs présents à la réunion (en personne, par procuration, ou au moyen d'un procédé de communication) d'entendre et d'être entendus par tous les autres Administrateurs à tout instant, doit être considéré comme présent en personne à cette réunion et doit être pris en compte pour le calcul du quorum et doit être en droit de voter sur tous les sujets discutés lors de la réunion. Une réunion tenue de cette manière doit être considérée comme ayant été tenue au siège social de la Société.

Les Administrateurs qui participent à une réunion du Conseil au moyen d'un procédé de communication devront ratifier leur vote ainsi exprimé en signant une (1) copie des minutes de la réunion.

8.7 Conformément aux articles 8.8 et 8.9 ci-dessous, le Conseil ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si au moins la majorité des Administrateurs est présente ou représentée dans une réunion du Conseil. Conformément aux articles 8.8 et 8.9 ci-dessous, les décisions sont prises à la majorité des votes des Administrateurs présents ou représentés à une telle réunion. Au cas où le nombre de voix pour ou contre une résolution est égal dans une réunion, le Président de la réunion aura voix prépondérante.

8.8 Les résolutions du Conseil relatives à:

- (i) une proposition à l'Assemblée Générale concernant la nomination d'un réviseur d'entreprises;
- (ii) des transactions entre la Société et les Administrateurs, les Actionnaires significatifs, les Actionnaires ayant une représentation au Conseil, les Parties Liées et toutes autres personnes qui y sont liées;
- (iii) une approbation d'un plan de dépenses d'investissement excédant quinze (15) pourcent du chiffre d'affaires annuel consolidé;
- (iv) toute augmentation dans le capital social souscrit dans les limites du capital social autorisé conformément à l'article 5.4 des Statuts et toute décision pour limiter ou annuler les droits préférentiels de souscription des Actionnaires existants conformément à l'article 5.4 des Statuts;
- (v) une acquisition ou vente d'actions dans les Filiales;
- (vi) une approbation d'endettement ou d'engagements financiers, une constitution d'hypothèques/privilèges en dehors du budget annuel approuvé excédant (i) EUR 100.000 (cent mille euros) si c'est dans la conduite normale des affaires ou (ii) EUR 20.000 (vingt mille euros) si c'est en dehors de la conduite normale des affaires;
- (vii) la conclusion ou l'extinction de tout joint venture ou au fait d'agir en tant qu'associé dans des sociétés en commandite simple (limited partnerships) ou sociétés en nom collectif (general partnerships);
- (viii) des propositions à l'Assemblée Générale ou une décision de convoquer l'Assemblée Générale concernant la liquidation, la fusion, la dissolution, la clôture, la réduction de capital, le rachat des actions, la distribution des dividendes et des modifications statutaires;
- (ix) une approbation du nouveau budget pour l'année fiscale suivante, ainsi que tous changements qui y sont faits durant l'année fiscale;
- (x) une décision d'accorder des crédits ou des prêts ou autres dettes, d'offrir des garanties ou des sûretés pour l'exécution d'obligations et de contracter tous autres engagements hors bilan, autres qu'avec ou aux filiales du Groupe, requièrent l'approbation à la majorité de quatre vingt (80) pourcent des votes des Administrateurs présents ou représentés.

8.9 jusqu'à ce que les Obligations soient rachetées, les résolutions du Conseil relatives à:

- (i) toute augmentation du capital social souscrit dans les limites du capital autorisé conformément à l'article 5.4 des Statuts et toute décision de limiter ou supprimer les droits préférentiels des Actionnaires existants conformément à l'article 5.4 des Statuts;
- (ii) tout vote de la Société sur les sujets listés aux points (iii) à (xxvii) ci-dessous relatifs aux Sociétés d'Exploitation;
- (iii) toute modification des statuts des Sociétés d'Exploitation;
- (iv) toute modification des pactes d'actionnaires et/ou contrats d'investissement conclu par la Société;
- (v) à la détermination de la rémunération du conseil de gérance et du conseil de surveillance des Sociétés d'Exploitation ou des honoraires en relation avec des services de gestion ou de conseil excédant l'équivalent de €100.000 (cent mille euros) dans toutes autres s;
- (vi) à la nomination des réviseurs d'entreprises pour auditer les comptes financiers de la Société ou des Sociétés d'Exploitation;
- (vii) à l'adoption de toutes nouvelles règles comptables ou à la modification des règles comptables de la Société ou des Sociétés d'Exploitation;
- (viii) à l'introduction ou la modification d'option d'Actions ou de programme d'acquisition d'Actions pour les employés;
- (ix) à l'augmentation ou la réduction du capital social de la Société ou des Sociétés d'Exploitation autre que celle conforme à l'article 5.4. des Statuts;
- (x) toute modification des droits attachés aux actions ou autres valeurs mobilières émises par la Société ou les Sociétés d'Exploitation;
- (xi) à l'émission et l'attribution de nouvelles Actions de la Société ou autres instruments permettant d'acquérir ou de souscrire à des Actions de la Société (tels que des options ou warrants) en dehors des augmentations de capital dans les limites du capital autorisée prévues à l'article 5.4 des Statuts;
- (xii) l'émission et l'attribution de nouvelles actions des Sociétés d'Exploitation ou autres instruments permettant d'acquérir ou de souscrire à des actions des Sociétés d'Exploitation (tels que des options ou warrants);
- (xiii) un rachat d'actions de la Société ou des Sociétés d'Exploitation;

(xiv) l'augmentation de l'Endettement Financier de la Société suite à un emprunt ou autre. Le terme Endettement Financier signifie:

1. des sommes d'argent empruntées excédant cinq millions d'euros (€5.000.000);
2. un montant excédant cinq millions d'euros (€5.000.000) émis par acceptation conformément à un crédit ou son équivalent dématérialisé;
3. un montant excédant cinq millions d'euros (€5.000.000) émis conformément à un prêt obligataire ou l'émission d'obligations, de titres obligataires, titres de dettes ou instrument similaire;
4. le montant de tous engagements liés à un contrat de bail ou de location-vente qui, selon les principes comptables généralement acceptés applicable à l'entité, sont considérés en tant que contrat financier ou d'investissement;
5. les créances vendues ou réduites (autres que les créances qui ont été vendues sans recours possible);
6. un montant excédant cinq millions d'euros (€5.000.000) émis conformément à toute transaction (incluant tout vente à terme ou convention d'achat) ayant l'effet commercial d'un emprunt à l'exception des paiements différés accordés à l'entité dans sa conduite ordinaire des affaires;
7. toute transaction dérivée conclue en rapport avec la protection à contre ou au bénéfice des fluctuations de tout taux ou prix (et lors du calcul de la valeur de cette transaction dérivée, seule la valeur de marché devra être prise en compte);
8. toute obligation d'indemnité en rapport avec une garantie, indemnité, obligation, lettre de crédit documentaire ou lettre de prêt ou tout autre instrument émis par une banque ou institution financière;
9. le montant de toute dette en rapport à une garantie ou indemnité et se référant à l'un des points énumérés aux paragraphes 1 à 8 ci-dessus.

(xv) La conclusion par la Société de toutes dettes des actionnaires ou la modification des termes des dettes des actionnaires existants;

(xvi) La décision de déclarer, faire ou payer tous dividendes, dépenses, honoraires, prime d'émission, réserves ou toutes autres distributions (ou intérêts sur dividendes non-payés, dépenses, honoraires, primes d'émission ou toutes autres distributions) (soit en numéraire ou en nature) sur ou par rapport au capital de la Société ou des Sociétés d'Exploitation;

(xvii) L'augmentation de l'Endettement Financier des Sociétés d'Exploitation pour un montant excédant l'équivalent d'un million d'euros (€1.000.000) dans toute ou de telle sorte que le ratio dette/capital excède 1.5:1;

(xviii) A l'engagement des poursuites, transaction, règlement ou renonciation d'un droit relatif à un contentieux, arbitrage ou autre procédure similaire initié par ou contre la Société pour un montant excédant l'équivalent de cent mille euros (€100.000) dans toute en dehors du cadre normale des affaires;

(xix) La réalisation de toute étape en vue de liquider volontairement, dissoudre, mettre fin à la Société et aux Sociétés d'Exploitation ou de nommer un syndic de faillite ou un curateur pour la réalisation des actifs de la Société ou des Sociétés d'Exploitation;

(xx) Toute distribution, en particulier toute distribution de profits ou de réserves de capital supplémentaires de tout membre de la Société et de chaque Filiale le cas échéant;

(xxi) Toute acquisition ou vente des actifs de la Société et des Sociétés d'Exploitation d'une valeur excédant deux cent cinquante mille euros (€250.000) à l'exception des actions des Sociétés d'Exploitation;

(xxii) Toute vente des actions des Sociétés d'Exploitation autre qu'à des conditions normales de marché;

(xx iii) La conclusion de toute transaction avec la Société ou les Sociétés d'Exploitation pour une valeur excédant l'équivalent de deux millions d'euros (€2.000.000) dans toute (laquelle valeur devra être calculée sur base annuelle croissante, c'est à dire en prenant en compte toutes les transactions précédentes ou simultanées avec la Société ou les autres Sociétés d'Exploitation), dans l'année fiscale, à l'exception des achats de véhicules de PCM par Futura Leasing Spolka Akcyjna, une société constituée selon les lois polonaises, ayant son siège social sis ul. Polanki 4.80-308 Gdansk, enregistrée au registre des entrepreneurs tenu par la Cour du District Gdansk-Polnoc à Gdansk, Division Commercial VII du registre national de la Cour sous le numéro KRS 69348 à compter de la fin du contrat de location avec des tiers;

(xxiv) la conclusion de toute transaction avec tout Affilié d'un Actionnaire détenant, directement ou à travers ses Affiliés, un minimum de cinquante (50) pourcent du capital social de la Société (autre que les Sociétés d'Exploitation) pour une valeur excédant l'équivalent de cent mille euros (€100.000) dans toute (laquelle valeur étant calculée selon une base croissante, c'est à dire en prenant en compte toutes transactions précédentes ou simultanées conclues avec un Affilié ou un Actionnaire détenant, directement ou à travers ses Affiliés, un minimum de cinquante (50) pourcent du capital social de la Société),

requière l'approbation de tous les Administrateurs présents ou représentés à une réunion du Conseil, à laquelle l'ensemble des Administrateurs est présent ou représenté.

8.10. En dépit de ce qui précède, une résolution du Conseil pourra également être adoptée par écrit. Cette résolution consistera en un (1) ou plusieurs documents contenant les décisions et sera signée par chacun des Administrateurs (résolution circulaire). La date de cette résolution sera celle de la dernière signature.

Art. 9. Procès-verbaux des Réunions du Conseil.

9.1 Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil devront être signés par le Président qui aura présidé à cette réunion, ou par le vice-président ou par deux (2) Administrateurs de la Société.

9.2 Des copies ou extraits de ces procès-verbaux destinés à être produits en justice ou autrement seront signés par le Président ou par le vice-président ou par un des Administrateurs de la Société.

Art. 10. Pouvoirs du Conseil.

10.1 Le Conseil est investi des pouvoirs les plus larges pour faire ou initier tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément par la Loi sur les Sociétés Commerciales ou par les Statuts à l'Assemblée Générale relèvent de la compétence du Conseil.

10.2 Les domaines suivants sont de la compétence exclusive du Conseil et ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une délégation aux Dirigeants, à un (1) ou plusieurs membres du Conseil ou à toute personne ou entités:

- (i) Proposition pour l'Assemblée Générale pour la nomination du réviseur d'entreprises;
- (ii) Augmentation du capital social souscrit dans les limites du capital autorisé conformément à l'article 5.4 des Statuts;
- (iii) approbation du budget annuel, du plan des dépenses d'investissement annuelles, du plan opérationnel annuel et du plan d'affaires à long terme de la Société et de ses Filiales;
- (iv) approbation de nouveaux projets d'affaires;
- (v) acquisition ou vente des actions des Filiales;
- (vi) approbation des endettements, engagements financiers, constitution d'hypothèques/de privilèges en dehors du budget annuel approuvé, excédant (i) €100.000 (cent mille euros) si c'est dans la conduite normale des affaires ou (ii) €20.0000 (vingt mille euros) si c'est en dehors de la conduite normale des affaires;
- (vii) conclusion ou extinction de tout joint venture ou au fait d'agir en tant qu'associé dans des sociétés en commandite simple (limited partnerships), sociétés en nom collectif (general partnerships);
- (viii) constitution de filiales;
- (ix) octroi de crédits, prêts ou autres dettes, octroi de garanties ou sûretés liés à des engagements et acquisition de tous autres dettes de bilan, autre qu'avec ou en faveur des filiales du Groupe;
- (x) propositions à l'Assemblée Générale ou décisions de convoquer l'Assemblée Générale dans des sujets relatifs à la liquidation, la fusion, la dissolution, la clôture, la réduction de capital, le rachat des actions, la distribution des dividendes et les modifications des Statuts;
- (xi) conclusion et extinction de tout contrat avec des conseillers professionnels pour la Société et ses Filiales pour une valeur excédant €100.000 (cent mille euros);
- (xii) acceptation, le cas échéant, de toutes règles internes de procédure pour le Conseil ou des règlements relatifs aux Assemblées Générales;
- (xiii) approbation des structures d'organisation et des lignes de reporting entre la Société et ses Filiales et également entre les Filiales;
- (xiv) approbation de toute transaction que la Société entreprend avec des Administrateurs, des Actionnaires significatifs ou des Actionnaires ayant une représentation au Conseil ou des Personnes Liées.

10.3 La Société sera liée envers les tiers (i) par la signature conjointe de deux

(2) Administrateurs ou (ii) par la seule signature d'un Administrateur ou de toute autre personne à laquelle les pouvoirs ont été délégués conformément à l'article 11.1 ou comme exposé à l'article 11.4 des présents Statuts.

11. Délégation de pouvoirs

11.1 Le Conseil peut déléguer une partie de ses pouvoirs à un (1) ou plusieurs Administrateurs à l'exception des domaines définis à l'Article 10.2.. Il peut également désigner d'autres mandants (qui n'ont pas besoin d'être des Administrateurs) pour des transactions déterminées et les révoquer à tout moment, avec ou sans motif et déléguer des pouvoirs spéciaux ou conférer des mandats spéciaux à toute personne.

11.2 Le Conseil élira parmi les Administrateurs un Directeur-Général (chief executive officer).

11.3 Le Directeur Général, dans la conduite des affaires de la Société, pourra être assisté par un comité de direction (management committee) composé d'un directeur financier (chief financial officer) et d'un responsable des ventes (chief of sales), individuellement désigné «Directeur» et conjointement les «Directeurs», nommés par le Conseil conformément à l'article 11.1 des Statuts. Les règles internes du comité de direction seront établies par le Directeur Général.

11.4 A l'exception des domaines spécifiquement réservés au Conseil tels que définis à l'Article 10.2 des Statuts, le Conseil pourra déléguer la gestion journalière de la Société et le pouvoir de représenter la Société relativement à cette gestion, au Directeur Général et à chaque Directeur, agissant individuellement.

11.5 La Société est liée envers les tiers par la signature individuelle du Directeur Général, des Directeurs agissant individuellement ou toute personne mandatée en ce qui concerne les matières qui leur ont été déléguées.

11.6 Le Directeur Général garde le Conseil dûment informé sur tout point important des affaires de la Société ou sur les développements sociaux de la Société et de ses Filiales et sur toutes décisions importantes prises dans le cadre de ses pouvoirs pour représenter la Société.

Art. 12. Conflit d'intérêts.

12.1. Aucun contrat ni aucune autre transaction entre la Société et une autre société ou entreprise ne pourra être affecté ou invalidé par le fait qu'un (1) ou plusieurs Administrateurs ou cadres de la Société détiennent un intérêt dans cette autre société ou entreprise, ou en est/sont administrateur(s), associé(s), cadre(s) ou employé(s).

12.2 Tout Administrateur ou cadre de la Société agissant en tant qu'administrateur, cadre ou employé d'une société ou entreprise avec laquelle la Société passe des contrats ou est en relation d'affaires n'est pas, par la seule raison de cette affiliation avec telle autre société ou entreprise, privé du droit de délibérer, de voter ou d'agir sur toutes questions relatives à ces contrats ou autres affaires.

12.3 Au cas où un Administrateur de la Société a un intérêt personnel et opposé dans une transaction de la Société soumise au Conseil pour approbation, cet Administrateur informe le Conseil de son intérêt personnel et opposé, et ne peut délibérer ou voter sur toutes questions relatives avec cette transaction et l'intérêt de cet Administrateur dans cette transaction devra faire l'objet d'un rapport à la prochaine Assemblée Générale qui devra ratifier cette transaction.

12.4. Tous les Administrateurs doivent informer le Conseil de tous liens avec un Actionnaire qui détient des Actions représentant au moins cinq (5) pourcent de l'ensemble des votes de l'Assemblée Générale. L'obligation exposée dans la phrase précédente concerne les relations financières, familiales et autres qui peuvent affecter leur qualité d'Administrateur sur des sujets décidés par le Conseil.

Art. 13. Le Comité de Nomination. Le Conseil peut établir un Comité de Nomination afin d'assister le Conseil dans l'identification des candidats qualifiés pour agir en tant que membres du Conseil et dans la recommandation de candidats pour nomination au Conseil par l'Assemblée Générale ou, pour la nomination par le Conseil afin de remplir des vacances temporaires au Conseil. Le Comité de Nomination agit conformément à l'Annexe 1 de la Recommandation de la Commission.

Art 14. Le Comité d'Audit. Le Conseil peut établir un comité d'audit pour être déchargé de ses responsabilités en matière de reporting financier, de contrôle interne et des risques de gestion, lequel comité devra agir conformément à l'Annexe 1 de la Recommandation de la Commission.

Art 15. Le Comité de Rémunération. Le Conseil peut établir un Comité de Rémunération, pour assister le Conseil dans la décharge de ses responsabilités dans les domaines de la rémunération de la direction. La responsabilité du Comité de Rémunération est de développer une politique de rémunération pour attirer, retenir et motiver les personnes qui ont les aptitudes nécessaires pour atteindre les objectifs de la Société année par année et pour équilibrer les intérêts des Actionnaires, de la Société et de ses employés. Le Comité de Rémunération agit conformément à l'Annexe 1 de la Recommandation de la Commission et aux fins de définir la rémunération de la direction, applique la recommandation de la Commission européenne du 14 décembre 2004 encourageant la mise en œuvre d'un régime approprié de rémunération des administrateurs et des sociétés cotées (2004/913/CE) ainsi que la recommandation du 30 avril 2009 complétant les Recommandations 2004/913/CE et 2005/162/CE en ce qui concerne le régime de rémunération des administrateurs des sociétés cotées (2009/385/CE).

Art. 16. Réviseurs d'Entreprises.

16.1. Les activités de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises. Le ou les réviseur(s) d'entreprises sera/seront élu(s) pour une durée de six (6) ans au maximum et pourront être réélus.

16.2 Le ou les réviseur(s) d'entreprises seront élus par l'Assemblée Générale qui déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat. Le(s) réviseur(s) d'entreprises en fonctions pourra/pourront être révoqué(s) à tout moment par l'Assemblée Générale, avec ou sans motif.

Assemblées Générales des Actionnaires

Art. 17. Pouvoirs de l'Assemblée Générale. L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'ensemble des Actionnaires. Elle a les pouvoirs qui lui sont attribués par la Loi sur les Sociétés Commerciales.

Art. 18. Assemblée Générale Annuelle - Autres Assemblées Générales.

18.1 L'Assemblée Générale Annuelle est tenue au siège social de la Société ou à tout autre lieu dans la municipalité du siège social suivant ce qui sera indiqué dans la convocation à l'assemblée, le troisième mardi de juin et au plus tard le 30 juin à 11h, heure locale.

18.2 Si ce jour est un jour férié, l'Assemblée Générale Annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

18.3 D'autres Assemblées Générales pourront être tenues aux lieux et heures suivant ce qui est spécifié dans les convocations à ces Assemblées Générales.

Art. 19. Débats - Vote.

19.1 Les Assemblées Générales se réuniront sur convocation du Conseil.

Une Assemblée Générale devra être convoquée sur requête écrite d'un groupe d'Actionnaires représentant au moins un dixième (1/10) du capital souscrit. Dans ce cas, les Actionnaires concernés devront indiquer l'ordre du jour de l'Assemblée Générale dans la requête écrite au Conseil et l'Assemblée Générale sera convoquée dans un délai d'un (1) mois qui suivra cette requête.

19.2 Les notifications de la tenue de l'Assemblée Générale devront contenir l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, la description précise des procédures auxquelles les Actionnaires doivent se conformer pour être aptes à participer et exprimer leur votes dans les Assemblées Générales, la Date d'Inscription, la manière selon laquelle les Actionnaires doivent s'inscrire pour être admis et la page d'accueil et l'adresse postal et/ou électronique à laquelle le texte complet de tout document est mis à la disposition des Actionnaires et tout projet de résolution à adopter peut être obtenu. Sous réserve d'une période plus courte permise par la loi applicable, cette notification prend la forme d'annonces publiées deux fois, respectivement vingt-quatre (24) et douze (12) jours avant l'assemblée au moins, dans le Mémorial, dans un journal luxembourgeois et dans toute autre média qui peut être accessible facilement et d'une manière non discrétionnaire dans la Communauté européenne. Les notifications par courrier sont envoyées vingt-quatre (24) jours avant la réunion aux membres du Conseil, ainsi qu'au(x) réviseur(s) d'entreprises de la Société, mais aucune preuve que cette formalité a été respectée, ne doit être fournie. Au cas où les Actions sont cotées sur une place boursière à l'étranger, les notifications seront en outre publiées conformément aux lois, règles ou règlements applicables aux sociétés cotées sur cette place boursière le cas échéant.

Sous réserve d'une période plus courte permise par la loi applicable, dans une période commençant vingt-quatre (24) jours avant la date de l'Assemblée Générale, tout document qui doit être mis à la disposition des Actionnaires pour l'Assemblée Générale conformément aux dispositions légales applicables, devra également être rendu disponible par la Société sur son site web.

Dans l'hypothèse où l'ensemble des Actions sont émises sous la forme nominative, la convocation à l'Assemblée Générale sera, en outre, envoyée par lettre recommandée adressée aux Actionnaires au moins vingt-quatre (24) jours avant l'assemblée. Si des lettres ont été envoyées aux Actionnaires nominatifs alors que les avis de convocation ont été publiés conformément au premier paragraphe du présent article 19.2, ces lettres n'auront pas besoin d'être recommandées.

19.3 Un (1) ou plusieurs Actionnaires représentant au moins cinq (5) pourcent du capital social de la Société sera(ont) en droit de demander l'inscription d'un ou plus sujets à l'ordre du jour à toute Assemblée Générale et de déposer un (des) projet(s) de résolutions à ce sujet. Une telle requête ainsi que le(s) projet(s) de résolutions devront être envoyés au siège social de la Société par lettre recommandée ou par courrier électronique au moins seize (16) jours avant la date de l'Assemblée Générale et dans les huit (8) jours à partir de la date de publication de l'avis de convocation concerné ou pour une période plus courte le cas échéant si requis par la loi luxembourgeoise, et seront accompagnés de la preuve de sa qualité d'Actionnaire. Au cas où cette demande entraîne une modification de l'agenda de l'assemblée concernée, la Société devra mettre à disposition un ordre du jour révisé au moins dix (10) jours avant l'Assemblée Générale.

Tout Actionnaire qui détient une (1) ou plusieurs Action(s) de la Société à la Date d'Inscription est admis à participer et à voter aux Assemblées Générales concernées.

Un Actionnaire désirant assister à une Assemblée Générale le notifie à la Société au plus tard à la Date d'Inscription par écrit par courrier, fax ou par e-mail.

19.4 Dans le cas où les Actions sont tenues au nom des Actionnaires par un Dépositaire ou un sous-dépositaire, tel que défini à l'Article 6.5 des présents Statuts, chaque Actionnaire exercera ces droits attachés à son (ses) Action(s) et en particulier, participera et votera à l'Assemblée Générale, sur présentation d'un certificat émis par le Dépositaire, détenteur des Actions ou exploitant des comptes de valeurs mobilières sur lesquels les Actions sont inscrites (y compris, afin d'éviter tout doute, tout dépositaire national de valeurs mobilières), certifiant le nombre des Actions inscrites sur le compte concerné au nom de l'Actionnaire concerné à la Date d'Inscription (le «Certificat»). Le Certificat sera adressé à la Société à son siège social au plus tard vingt-quatre (24) heures avant l'Assemblée Générale. Au cas où l'Actionnaire vote par procuration, la procuration doit être déposée au même moment au siège social de la Société ou auprès de tout agent de la Société, dûment autorisé à recevoir les procurations. Le Conseil peut établir des conditions supplémentaires et une période différente pour la soumission du Certificat ou de la procuration dans l'avis de convocation à l'assemblée.

19.5 Chaque actionnaire pourra agir dans toute Assemblée Générale par un formulaire de vote signé, envoyé par courrier, facsimilé ou par courrier électronique au siège social de la Société ou à l'adresse spécifiée dans l'avis de convocation. Les Actionnaires peuvent utiliser les formulaires de vote fournis par la Société qui contiennent au moins leur nom et adresse, le lieu, date et heure de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, ainsi que pour chaque proposition trois cases permettant à l'Actionnaire de voter pour ou contre la résolution proposée ou de s'abstenir de voter sur cette proposition en cochant les cases appropriées, le nombre et la catégorie des Actions votées. La Société prendra uniquement en compte les formulaires de vote reçus vingt-quatre (24) heures avant l'Assemblée Générale à laquelle ils se rapportent et accompagnés du Certificat mentionné à l'article 19.4.

19.6 Le Conseil peut déterminer toutes autres conditions qui doivent être remplies afin de prendre part à l'Assemblée Générale.

19.7 Chaque action donne droit à une (1) voix à son Actionnaire.

19.8 S'il n'est pas exigé autrement par la Loi sur les Sociétés Commerciales ou par les présents Statuts, les résolutions d'une Assemblée Générale dûment convoquée seront adoptées par la majorité simple des Actionnaires présents et votant, sans conditions de quorum.

19.9 Conformément à l'article 19.8, une Assemblée Générale extraordinaire convoquée pour décider du changement de la nature des affaires conduites par la Société ou pour modifier les Statuts ne peut valablement délibérer que si au

moins cinquante (50) pourcent du capital social émis de la Société est représenté à l'assemblée et si l'ordre du jour indique les modifications proposées aux Statuts.

19.10 Si le quorum défini à l'Article 19.9 n'est pas rempli, une deuxième Assemblée Générale peut être réunie de la manière prescrite à l'article 19.2 des présents Statuts (les avis de convocations sont cependant publiés deux fois, respectivement dix-sept (17) et douze (12) jours avant la réunion). Un tel avis de convocation reproduit l'ordre du jour et indique la date et les résultats de l'assemblée précédente. La seconde assemblée peut valablement délibérer en dépit de la proportion du capital représentée. Aux deux réunions, afin d'adopter les résolutions, celles-ci doivent être supportées par au moins 2/3 des votes des Actionnaires présents ou représentés.

19.11 Aucune souscription de nouvelles actions ou acquisition d'actions existantes dans chaque des sociétés Contrôlées par la Société, par tout tiers n'est permis autrement que (i) sur base des conditions normales du marché, ou (ii) avec le consentement de soixante quinze (75) pourcent des Actionnaires à une Assemblée Générale.

19.12 L'Assemblée Générale à la demande d'un Actionnaire ne sera pas autorisée à supprimer ou modifier une des résolutions indiquées dans l'ordre du jour sans le consentement unanime de tous les Actionnaires de la Société, c'est-à-dire cent (100) pourcent du capital social de la Société.

19.13 Avant de commencer à délibérer, le président de l'Assemblée Générale nommera un secrétaire et les Actionnaires présents ou représentés à cette Assemblée Générale désigneront un ou plusieurs scrutateur(s). Le président, le secrétaire et le scrutateur forment le bureau de l'assemblée.

Les procès-verbaux de l'Assemblée Générale seront signés par les membres du bureau de l'Assemblée Générale et par tout Actionnaire qui le désire.

Toutefois, si les décisions de l'Assemblée Générale doivent être certifiées, des copies ou extraits de ces procès-verbaux destinés à être produits en justice ou autrement seront signés par le Président du Conseil, le vice-président ou par deux (2) Administrateurs.

19.14 L'Assemblée Générale peut adopter des règles spécifiques gouvernant la tenue et les procédures à suivre lors de toute Assemblée Générale. Toutes modifications de ces règles doit être approuvée par l'Assemblée Générale.

Art. 20. Exercice comptable. L'exercice comptable de la Société commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine au 31 décembre de chaque année.

Art. 21. Comptes annuels.

21.1 Chaque année, à la fin de l'exercice comptable, le Conseil établira les comptes annuels de la Société dans la forme prescrite par la Loi sur les Sociétés Commerciales.

21.2 Au plus tard un (1) mois avant l'Assemblée Générale Annuelle, le Conseil soumettra le bilan et le compte des pertes et profits de la Société, ensemble avec son rapport, lequel rapport respectera toutes les dispositions sur la gouvernance d'entreprises applicables au marché sur lequel les Actions sont négociées, et d'autres documents éventuellement requis par la loi, au réviseur d'entreprise qui établira alors son rapport.

21.3 Le bilan, le compte des pertes et profits, le rapport du Conseil, celui du réviseur d'entreprise et tous autres documents prescrits par la Loi sur les Sociétés Commerciales seront déposés au siège de la Société où ils seront disponibles pour consultation par les Actionnaires pendant les heures de bureau avant l'Assemblée Générale Annuelle à la date prescrite par la Loi sur les Sociétés Commerciales.

Art. 22. Distribution des bénéfices.

22.1 Le solde créditeur du compte des pertes et profits, après déduction des frais généraux, charges sociales, dépréciations et provisions pour frais conditionnels passés ou futurs suivant ce que détermine le Conseil représente le bénéfice net.

22.2 Chaque année, cinq (5) pourcent du bénéfice net seront dotés à la réserve légale. Cette déduction cessera d'être obligatoire quand la réserve légale aura atteint un dixième du capital social émis.

22.3 Le solde restant du bénéfice net restera à la disposition de l'Assemblée Générale.

22.4 Les dividendes éventuellement à payer seront distribués au moment et au lieu fixé par le Conseil dans les limites de la décision de l'Assemblée Générale.

22.5 Des dividendes intérimaires pourront être payés par le Conseil dans les limites des dispositions de la Loi sur les Sociétés Commerciales.

22.6 L'Assemblée Générale pourra décider d'affecter les bénéfices et réserves distribuables au remboursement du capital sans réduire le capital social.

Dissolution - Liquidation

Art. 23. Dissolution. La Société pourra être dissoute à tout moment par une décision de l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 24. Liquidation. En cas de dissolution de la Société, l'Assemblée Générale, statuant comme en matière de modification des Statuts, déterminera la méthode de liquidation et nommera un ou plusieurs liquidateurs et fixera leurs pouvoirs.

Art. 25. Disposition générale. Tous les points non spécifiés dans les présents Statuts seront déterminés conformément aux dispositions de la Loi sur les Sociétés Commerciales.

Sixième résolution

Actions

Les statuts de la Société ayant ainsi été adoptés, les actions de la Société sont attribuées aux Actionnaires dans les proportions suivantes:

Fleet Uno recevra 9.121.213 actions en échange des 6.688.890 parts sociales de catégorie A, 6.688.890 parts sociales de catégorie B et 6.688.887 parts sociales de catégorie C actuellement détenues par ce dernier.

Mezzanine recevra 1.440.191 actions en échange des 1.056.141 parts sociales de catégorie A, des 1.056.141 parts sociales de catégorie B et des 1.056.139 parts sociales de catégorie C actuellement détenues par ce dernier.

QIC recevra 1.440.191 actions en échange des 1.056.141 parts sociales de catégorie A, des 1.056.141 parts sociales de catégorie B et des 1.056.139 parts sociales de catégorie C actuellement détenues par ce dernier.

Les Actionnaires décident de supprimer les 8.801.172 parts sociales de catégorie A, les 8.801.172 parts sociales de catégorie B et les 8.801.165 parts sociales de catégorie C émises par la Société lorsque cette dernière avait la forme d'une société à responsabilité limitée et de supprimer le registre des actionnaires existant afin de créer un nouveau registre des actionnaires pour la Société sous sa nouvelle forme juridique, la société anonyme.

Septième résolution

Rapports

Conformément aux articles 26-1 et 31 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée, la conversion de la forme juridique actuelle de la Société en une société anonyme doit faire l'objet d'un rapport sur la valeur de l'apport de la société à responsabilité limitée émis par un réviseur d'entreprises agréé et indépendant. Ce rapport a été établi par Ernst & Young S.A., un réviseur d'entreprises agréé, ayant son siège social sis 7, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach en date du 4 mars 2011 et conclut:

«sur la base de nos investigations décrites ci-dessous, rien n'a été porté à notre attention qui nous donne des raisons de croire que la valeur de l'apport en nature tel que décrite dans notre rapport d'expert indépendant en date du 4 mars 2011 ne correspond pas, au moins en nombre et en montant nominal aux 8.801.172 parts sociales de catégorie A, 8.801.172 parts sociales de catégorie B et 8.801.165 parts sociales de catégorie C, à la prime d'émission de €13.214.256 et à la réserve comptable de €23.090.»

Ce rapport signé «ne varietur» par les mandataires et le notaire soussigné restera annexé aux présentes en vue de l'enregistrement.

Huitième résolution

Déclaration

Le notaire soussigné déclare que les conditions prévues par les articles 26, 26-3 et 26-5 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée, ont été observées.

Neuvième résolution

Les Actionnaires décident de décharger complètement et entièrement les administrateurs pour l'accomplissement de leurs obligations jusqu'à ce jour.

Assemblée générale extraordinaire

Les Actionnaires, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée est régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1) Le nombre des administrateurs est fixé à cinq (5):

Les Actionnaires prennent acte de la démission de Mr Laurent RICCI, Mr Fabian SIREN and Mr Philippe LECLERQ, tous résidant professionnellement au 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg en tant que gérants de la Société avec effet immédiat.

Sont nommés en tant qu'administrateurs de la Société avec effet immédiat:

- Mr Pawel GIERYNSKI, résident professionnellement au 36 Wielicka, M58, 02-657 Varsovie, Pologne;
- Mr Wojciech LUKAWSKI, résident professionnellement au 3 Macka Z. Bogdanca, M25, 92-434 Lodz, Pologne;
- Mr Tomasz KWIECIEN, résident professionnellement au 39 Sienna Street, Warsaw Towers Building, Varsovie, Pologne;
- Mr Artur GABOR, résident professionnellement à 05-510 Konsatncin-Jeziorna, ul. Koscielna 8 en tant qu'administrateur indépendant;

- Mr Jacek SLOTAHA, résident professionnellement à ETC Sp z o.o. Warszawa, ul. Mochnackiego 4/60 02-042 Warszawa en tant qu'administrateur indépendant.

Leur mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires statuant sur les comptes de l'année sociale se terminant le 31 décembre 2013.

2) Le nombre des réviseurs d'entreprises est fixé à un (1).

A été appelé aux fonctions de réviseur d'entreprises, Ernst & Young SA, situé au 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach.

Son mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires statuant sur les comptes de l'année sociale se terminant le 31 décembre 2010.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élève à environ EUR 5.000.-.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une traduction française. A la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, lesdits comparants ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: E. MAHER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 11 mars 2011. Relation: LAC/2011/11608. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME – délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 15 mars 2011.

Référence de publication: 2011040325/1401.

(110045572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

Dominus Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4751 Pétange, 165A, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 101.144.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alex WEBER

Notaire

Référence de publication: 2011023352/11.

(110027507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

EnergyCare S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2314 Luxembourg, 2A, place de Paris.

R.C.S. Luxembourg B 133.197.

La société LE COMITIUM INTERNATIONAL SA démissionne de ses fonctions de commissaire aux comptes avec effet immédiat.

Le commissaire aux comptes démissionnaire

COMITIUM INTERNATIONAL

31, Val Sainte Croix L-1371 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2011023354/13.

(110027919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Eurocorp Hotels S.A., Société Anonyme.

Siège social:

R.C.S. Luxembourg B 102.455.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

«Par jugement du 10 février 2011, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné la dissolution et la liquidation de la société suivante:

La société EUROCORP HOTELS SA inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 102.455

Le même jugement a nommé juge commissaire Jean Paul MEYERS, juge au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg et liquidateur, Maître Lionel GUETH-WOLF, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire leurs déclarations de créances au greffe de la sixième chambre du tribunal de commerce avant le 4 mars 2011.

Pour extrait conforme

Lionel GUETH-WOLF

Le liquidateur

Référence de publication: 2011023355/19.

(110027681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Finnigan Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 134.127.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011023356/10.

(110027632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Finnigan Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 134.127.

Les comptes annuels pour la période du 27 novembre 2007 au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011023357/11.

(110027634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Fantasy-Decor S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 73.891.

La société AD CORPORATE SERVICES S.A.R.L. dénonce le contrat de domiciliation du 1^{er} janvier 2007 et le siège social mis à disposition au 62, Route de Luxembourg à L - 4760 PETANGE de FANTASY DECOR S.A. avec effet immédiat pour résiliation du contrat.

Pétange, le 1^{er} janvier 2011.

Signature

LE DOMICILIATAIRE

Référence de publication: 2011023361/12.

(110027519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Forcible S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 68.564.

La société AD CORPORATE SERVICES S.A.R.L. dénonce le contrat de domiciliation du 22 janvier 2002 et le siège social mis à disposition au 62, Route de Luxembourg à L - 4760 PETANGE de FORCIBLE S.A. avec effet immédiat pour résiliation du contrat.

Pétange, le 1^{er} janvier 2011.

Signature

LE DOMICILIATAIRE

Référence de publication: 2011023362/12.

(110027509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Frodon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 101.176.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FRODON S.A.

FIDALUX S.A.

Signature

Le domiciliataire

Référence de publication: 2011023363/13.

(110028075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

G.T.L. S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 74.143.

La société AD CORPORATE SERVICES S.A.R.L. dénonce le contrat de domiciliation du 18 février 2002 et le siège social mis à disposition au 165A, Route de Longwy à L - 4751 PET ANGE de G.T.L. S.A. avec effet immédiat.

Pétange, le 1^{er} janvier 2011.

Signature

LE DOMICILIATAIRE

Référence de publication: 2011023364/11.

(110027489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Vitalia Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 100.040.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire de l'associé unique de la société tenue le 14 février 2011

L'assemblée générale ordinaire de l'associé unique de la Société a décidé:

- d'accepter la démission présentée par un gérant de la Société, à savoir Monsieur Daniel ADAM, avec effet au 18 octobre 2010,
 - de nommer, avec effet au 18 octobre 2010 et pour une durée indéterminée, Monsieur Emmanuel MOUGEOLLE, administrateur de sociétés, né le 3 juillet 1977 à Epinal, France,
- ayant son adresse professionnelle au 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg, comme gérant en remplacement du gérant ayant démissionné.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Vitalia Investments S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2011023227/19.

(110028020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Hamburg Altona, Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 123.945.

Les comptes annuels audités au 30 novembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011023365/11.

(110027769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Hamburg Harburg, Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 123.944.

Les comptes annuels audités au 30 novembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011023366/11.

(110027713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Hamburg Lurup, Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 125.927.

Les comptes annuels audités au 30 novembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011023367/11.

(110027710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Harpes & Francart, Joailliers-Artisans-Créateurs, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5481 Wormeldange, 91, route du Vin.
R.C.S. Luxembourg B 129.690.

Le bilan rectifié au 31.12.2009, qui remplace le bilan au 31.12.2009, déposé au Registre de Commerce en date du 07/12/2010 sous la référence (L100186539) a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 février 2011.

G.T. Experts Comptables Sarl

Signature

Référence de publication: 2011023368/13.

(110027620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Holstein Retail S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 134.370.

Les comptes annuels audités au 30 novembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011023369/11.

(110027774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Humser International Service S.C., Société Coopérative.

R.C.S. Luxembourg B 96.402.

La société AD CORPORATE SERVICES S.A.R.L. dénonce le contrat de domiciliation du 12 mai 2003 et le siège social mis à disposition au 62, Route de Luxembourg à L - 4760 PETANGE de HUMSER INTERNATIONAL SERVICE S.C. avec effet immédiat pour résiliation du contrat.

Pétange, le 1^{er} janvier 2011.

Signature

LE DOMICILIATAIRE

Référence de publication: 2011023371/12.

(110027490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Hutton Collins Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 93.344.

Les bilans au 31 Décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 février 2011.

Peter Diehl

Gérant

Référence de publication: 2011023372/12.

(110027785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Ideal Standard International Topco, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 132.771.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 18 septembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°2641 du 19 novembre 2007.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011023376/12.

(110027925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

DETEL Kommunikationsgesellschaft GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4447 Zolver, 8, rue de la Fontaine.

R.C.S. Luxembourg B 66.373.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 20 janvier 2011, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société à responsabilité limitée DETEL KOMMUNIKATIONSGESELLSCHAFT GMBH, dont le siège social à L-4447 Zolver, 8, rue de la Fontaine, a été dénoncé en date du 25 novembre 1999.

Le même jugement a mis les frais à charge du Trésor.

Pour extrait conforme

Maître Alain NORTH

Le liquidateur

Référence de publication: 2011022149/17.

(110026371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2011.

Incentre, Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 127.920.

Les comptes annuels audités au 30 novembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011023377/11.

(110027734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Issy les Moulineaux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 131.649.

Les comptes annuels audités au 30 novembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011023378/11.

(110027772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Jabil Circuit Luxembourg II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 40.050,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité 2.

R.C.S. Luxembourg B 79.936.

Le nom de l'associé unique de la Société a été modifiée et se lit désormais comme suit:

Jabil Circuit Inc. in its capacity as general partner of Jabil Circuit Cayman L.P.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Jabil Circuit Luxembourg II S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Gérant de catégorie B

Référence de publication: 2011023380/15.

(110027533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Jabil Circuit Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 50.000,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 61.732.

Le nom de l'associé unique de la Société a été modifiée et se lit désormais comme suit:

Jabil Circuit Inc. in its capacity as general partner of Jabil Circuit Cayman L.P.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Jabil Circuit Luxembourg S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Gérant de catégorie

Référence de publication: 2011023381/15.

(110027532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

LONDON GROUP Expansion One S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 91.970.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 février 2011.

Pour: LONDON GROUP EXPANSION ONE S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy SZABO / Lionel ARGENCE-LAFON

Référence de publication: 2011023388/15.

(110027577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Jutland Retail, Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 137.732.

Les comptes annuels audités au 30 novembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011023379/11.

(110027736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

JPB 40 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 62.468.

La société AD CORPORATE SERVICES S.A.R.L. dénonce le siège social mis à disposition au 165A, Route de Longwy à L - 4751 PETANGE de JPB 40 SARL avec effet immédiat.

Pétange, le 1^{er} janvier 2011.

Signature

LE DOMICILITAIRE

Référence de publication: 2011023382/11.

(110027487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Old Tower S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 134.256.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 février 2011.

Pour: OLD TOWER S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy SZABO / Lionel ARGENCE-LAFON

Référence de publication: 2011023404/15.

(110027578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Linamar Financial Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 155.502.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 pour la période du 10 septembre 2010 au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11.02.2011.

Signature.

Référence de publication: 2011023386/11.

(110027922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

LPSS - Global Property Securities S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 125.240.

Le bilan (révisé) au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LPSS-Global Property Securities S.à r.l.

Société à Responsabilité Limitée

RBC Dexia Investor Services Bank S.A.

Société anonyme

Signatures

Référence de publication: 2011023389/14.

(110027572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

LPSS - Global Property Securities S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 125.240.

Le bilan (révisé) au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LPSS-Global Property Securities S.à r.l.

Société à Responsabilité Limitée

RBC Dexia Investor Services Bank S.A.

Société anonyme

Signatures

Référence de publication: 2011023390/14.

(110027574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Sycamore Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 158.499.

In the year two thousand and ten, on the twenty-ninth day of December,

Before the undersigned Maître Jean SECKLER, notary, residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Sycamore Management S.à.r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B150 718,

here represented by Mr Geoffroy T'SERSTEVENS, lawyer, residing professionally in Senningerberg, by virtue of a proxy, given under private seal. The said proxy, initialed "ne varietur" by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its hereabove stated capacity, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which he declares organized and the articles of incorporation of which shall be as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established by the current owner of the shares created hereafter and among all those who may become partners in the future, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

An additional purpose of the Company is the acquisition and sale of real estate properties, for its own account, either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations relating to real estate properties, including the direct or indirect holding of participation in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may further act as a manager or director with unlimited or limited liability for all debts and obligations of partnerships or any other corporate structures.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The Company will assume the name of "Sycamore Capital S.à r.l."

Art. 5. The registered office of the Company is established in the Grand-Duchy of Luxembourg within the municipality of Niederanven and may be transferred within such municipality by means of a resolution of its manager(s). It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its partners. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

In the event that, the manager, or in case of several managers, the board of managers determines that extraordinary political, economic, social or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad by resolution of the manager(s) until cessation of these abnormal circumstances, such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred British Pounds (GBP 12,500.-) represented by five hundred (500) shares with a par value of twenty-five British Pounds (GBP 25.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by approval of a majority of partners representing three quarters of the share capital at least. The shares to subscribe shall be offered preferably to the existing shareholders, in proportion to their part in the share capital representing their shares.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint coowners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among partners. Any inter vivos transfer to a new partner is subject to the approval of such transfer given by the other partners in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased partner may only be transferred to new partners subject to the approval of such transfer given by the other partners in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the partners will not cause the dissolution of the Company.

Art. 11. Neither creditors, nor assigns, nor heirs may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

C. Management

Art. 12. The Company is managed by one or several managers, who need not be partners.

In dealing with third parties, the manager, or in case of several managers, the board of managers has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all acts and operations consistent with

the Company's purpose. The manager(s) is (are) appointed by the sole partner, or as the case may be, the partners, who fix(es) the term of its/ their office. He (they) may be dismissed freely at any time by the sole partner, or as the case may be, the partners. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager or, if there is more than one manager, by the sole signature of any manager, or by the signature of any agent(s) to whom such signature authority has been delegated.

Art. 13. In case of several managers, the Company is managed by a board of managers which may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by any one manager at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside all meetings of the board of managers, or in the absence of a chairman, the board of managers may appoint another manager as chairman by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least twenty-four hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by two managers or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

Art. 15. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 16. The manager(s) do(es) not assume, by reason of its/their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

The Company shall indemnify any manager or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager or officer of the Company, or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for negligence or fault or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 17. The manager or the board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the manager or the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation.

D. Decisions of the sole partner - Collective decisions of the partners

Art. 18. Each partner may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each partner is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 19. Save a higher majority as provided herein, collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

The partners may not change the nationality of the Company otherwise than by unanimous consent. Any other amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of partners representing three quarters of the share capital at least.

Art. 20. In the case of a sole partner, such partner exercises the powers granted to the general meeting of partners under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 21. The Company's year commences on the 1st of January and ends on the 31st of December.

Art. 22. Each year on the 31st of December, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 23. Five per cent of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent of the share capital. The balance may be freely used by the partners.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 24. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, who need not be partners, and which are appointed by the general meeting of partners which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the partners in proportion to the shares of the Company held by them.

Art. 25. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Subscription and Payment

The five hundred (500) shares have been subscribed by Sycamore Management Sàrl, prenamed.

All the shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred British Pounds (GBP 12,500.-), is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on December 31, 2011.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 1,200.-.

General meeting of partners

The above named person, representing the entire subscribed capital and considering itself as fully convened, has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and has passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at L-2633 Senningerberg, 6A, Route de Trèves.

2. Are appointed managers for an indefinite period:

- Mr Franck RUIMY, Director, born on February 6th, 1971 in Casablanca, Morocco, residing professionally at 1, Knightsbridge, SW1X 7LX London, United Kingdom;

- Mr Ely Michel RUIMY, Director, born on December 31st, 1964 in Casablanca, Morocco, residing professionally at 25, Knightsbridge, SW1X 7RZ London, United Kingdom;

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation, on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le vingt-neuf décembre.

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Sycamore Management Sàrl, une société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 6A, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 150 718,

ici représentée par Monsieur Geoffroy T'SERSTEVENS, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

La procuration signée "ne varietur" par le comparant et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes par le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (ci-après la "Société") qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Un objet supplémentaire de la Société est l'acquisition et la vente de biens immobiliers, pour son propre compte, soit au Grand-Duché de Luxembourg soit à l'étranger ainsi que toutes les opérations liées à des biens immobiliers, comprenant la prise de participations directes ou indirectes dans des sociétés au Luxembourg ou à l'étranger dont l'objet principal consiste dans l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

La Société peut également garantir, accorder des prêts ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut également agir comme gérant ou administrateur, responsable indéfiniment ou de façon limitée pour toutes dettes et engagements sociaux de sociétés en commandite ou de toutes autres structures sociétaires similaires.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de ses objets.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de "Sycamore Capital S.à r.l."

Art. 5. Le siège social est établi dans la commune de Niederanven, au Grand-Duché du Luxembourg et peut être transféré à une autre adresse dans cette commune par décision du ou des gérants. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du pays ou dans tous autres pays.

Au cas où le gérant ou, dans le cas où il y a plusieurs gérants, le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique, social ou militaire de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents livres britanniques (GBP 12.500,-) représentée par cinq cents (500) parts sociales, d'une valeur de vingt-cinq livres britanniques (GBP 25,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts à souscrire seront d'abord offertes aux associés existants, proportionnellement à la part du capital social représentée par leurs parts.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

C. Gérance

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

Vis-à-vis des tiers, le gérant ou, dans le cas où il y a plusieurs gérants, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants sont nommés par l'associé unique ou, le cas échéant, par les associés, fixant la durée de leur mandat. Il(s) est/sont librement et à tout moment révocable(s) par l'associé unique ou, selon le cas, les associés.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

La Société est engagée en toutes circonstances, par la signature du gérant unique ou, lorsqu'ils sont plusieurs gérants, par la seule signature d'un gérant ou par la signature du ou des mandataire(s) à qui pareil pouvoir aura été délégué.

Art. 13. Lorsqu'il y a plusieurs gérants, la Société est gérée par un conseil de gérance qui pourra choisir parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance, en l'absence d'un président, le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 14. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants ou par toute personne dûment mandatée à cet effet par le conseil de gérance.

Art. 15. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 16. Le ou les gérant(s) ne contract(ent), à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

La Société indemniserà tout gérant ou fondé de pouvoir, ses héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, des dépenses raisonnablement occasionnées par toutes actions ou tous procès auxquels il aura été partie en sa qualité de gérant ou fondé de pouvoir de la Société, ou pour avoir été, à la demande de la Société, gérant ou fondé de pouvoir de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créditrice et par laquelle il ne serait pas indemnisé, sauf le cas où dans pareils actions ou procès il sera finalement condamné pour négligence ou faute ou mauvaise administration, en cas d'arrangement extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son avocat-

conseil que le gérant ou fondé de pouvoir en question n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le droit à indemnisation n'exclut pas d'autres droits dans le chef du gérant ou fondé de pouvoir.

Art. 17. Le gérant ou le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 18. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 19. Sous réserve d'un quorum plus important prévu par les statuts, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la Société. Toutes autres modifications des statuts sont décidées à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 20. Dans le cas d'un associé unique, celui-ci exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - Bilan - Répartition

Art. 21. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 22. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 23. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 24. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Sauf décision contraire le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 25. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée.

Souscription et Libération

Les cinq cents (500) parts sociales ont été souscrites par Sycamore Management Sàrl, prénommée.

Toutes les parts souscrites ont été entièrement libérées en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents livres britanniques (GBP 12.500,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2011.

Frais

Le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à charge à raison de sa constitution est évalué environ à 1.200,- EUR.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt l'associé, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqué, a tenu une assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi à L-2633 Senningerberg, 6A, Route de Trèves;

2. Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:

- Monsieur Franck RUIMY, Directeur, né le 6 février 1971 à Casablanca, Maroc, résidant professionnellement au 1, Knightsbridge, SW1X 7LX Londres, Royaume Uni;

- Monsieur Ely Michel RUIMY, Directeur, né le 31 décembre 1964 à Casablanca, Maroc, résidant professionnellement au 25, Knightsbridge, SW1X 7RZ, Londres, Royaume Uni;

Dont acte, passé à Senningerberg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Geoffroy T'SERSTEVENS, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 12 janvier 2011. Relation GRE/2011/245. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME.

Junglinster, le 25 janvier 2011.

Référence de publication: 2011015858/351.

(110019137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2011.

M&S Coiffure s. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2351 Luxembourg, 1, rue des Primevères.

R.C.S. Luxembourg B 125.262.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alex WEBER

Notaire

Référence de publication: 2011023391/11.

(110027514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Middenberm Group Holding Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 1.121.432,50.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 102.822.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 11 février 2011 que:

- L'assemblée a accepté la démission de Mademoiselle Polyxeni Kotoula en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 11 février 2011;

- L'assemblée confirme que le conseil d'administration de la Société est actuellement composé par les administrateurs suivants:

* Monsieur Robert Jan Schol

* Monsieur Paul van Baarle

* Madame Marial Christina van der Sluijs Plantz

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 février 2011.

Pour la société

Paul van Baarle

Administrateur

Référence de publication: 2011023392/21.

(110027758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Munich x 3, Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 130.239.

Les comptes annuels audités au 30 novembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011023393/11.

(110027738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Marni Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 139.458.

Les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011023394/10.

(110027480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Marni Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 139.458.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011023395/9.

(110027482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Paramina Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 136.775.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 février 2011.

Alexandra Petitjean.

Référence de publication: 2011023405/10.

(110027714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Tricel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 127.977.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 février 2011.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2011023219/11.

(110027639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Ulysses Holding Co. S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 52.141.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 15 février 2011.

Référence de publication: 2011023224/10.

(110027794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.
